MAIRIE DE PARIS

Les ACTES de la Journée de rencontre interprofessionnelle

Paris - 23 novembre 2017

« LE SPORT, UN BASTION DU SEXISME OU UN OUTIL POUR SORTIR DES VIOLENCES ? »

Observatoire parisien des violences faites aux femmes
Mission égalité intégration inclusion
Direction de la démocratie, des citoyen·ne·s
et des territoires

Jeudi 23 novembre de 9h à 17h

« Le sport, un bastion du sexisme ou un outil pour sortir des violences ? »

Mairie du 12e arrondissement - 130 avenue Daumesnil - Paris 12e

En présence de sportives de haut niveau, de chercheur·se·s et d'associations engagées dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

En novembre 2015, l'OPVF a organisé une 1re journée de rencontre inter-professionnelle sur le thème : **« Les conséquences des violences sur la santé physique et psychologique ».** En 2016, la 2e journée portait sur : **«Les enfants exposés aux violences conjugales »,** avec comme finalités de renforcer la capacité de repérage des enfants exposés aux violences conjugales et de développer et consolider les réponses à apporter. Cette 3e journée, permettra d'aborder la question, encore largement taboue, des violences faites aux femmes dans le sport et de promouvoir un sport égalitaire.

Tabou des violences : le silence entoure le sexisme dans le sport et les violences envers les femmes

Les femmes et les jeunes filles, les sportives, qui vivent ces violences n'en parlent pas par honte, par culpabilité, par peur de ne pas être crues, par peur d'être exclues, etc. Ces empêchements sont de même nature que dans la sphère privée, dont on sait l'ombre qui peut être portée sur les questions de violences, voire d'agressions sexuelles et de viols. Comment dénoncer ces violences ? Comment les combattre ?

Nous nous intéresserons ensuite aux freins à l'accès au sport par les femmes, parmi lesquels, celui de la non-mixité qui marginalise les femmes dans beaucoup de disciplines sportives.

Pourtant, la pratique d'un sport donne de l'assurance, une meilleure connaissance de ses propres capacités, une estime de soi accrue. En permettant de développer diverses qualités telles que l'équilibre, l'endurance, la force, la souplesse, etc. il donne un sentiment d'assurance et donc d'autonomie. Or nombre de jeunes filles cessent la pratique sportive vers l'adolescence. Est-ce leur choix réel ? Est-ce le fruit d'une construction sociale ?

Moyen d'en sortir : le sport est aussi un moyen de reconstruction de soi pour les femmes et jeunes filles qui ont été victimes de violences conjugales et intrafamiliales

Nous examinerons le sport comme un vecteur « d'aller mieux » pour des femmes ayant subi des violences, ici ou ailleurs. La pratique d'un sport permet de renforcer la confiance en soi en général, et plus particulièrement pour les femmes ayant vécu des violences, que ce soit dans la sphère intime du couple ou lors de guerres.

Enfin, les sports permettent de développer la capacité d'auto-défense en particulier lors d'éventuelles agressions verbales et/ou physiques.

Sommaire

OUVERTURE

- Catherine Baratti-Elbaz, Maire du 12e arrondissement de Paris 5
- Laurence Fischer, triple championne du monde de karaté 7
- Hélène Bidard, Adjointe de la Mairie de Paris en charge de'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains 8

Table ronde 1 : Repérer et dénoncer les violences faites aux femmes dans le sport

- Béatrice Barbusse, sociologue et autrice de l'ouvrage *Du sexisme dans le sport* 12
- Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes 16
- Echanges avec le public 21

Table ronde 2 : les freins à l'accès au sport des jeunes filles et les outils pour les favoriser

- Marie-Françoise POTEREAU - Présidente de l'association FEMIX'SPORTS 23
- Yves Raibaud, géographe, Université Bordeaux Montaigne 26
- Echanges avec le public 33

Table ronde 3 : Le sport comme moyen de reconstruction des femmes victimes de violences et comme moyen d'auto-défense

- Laurence Fischer, championne olympique de karaté, fondatrice de l'ONG Fight for dignity 37
- Veronica Noseda et Hamiidah, membres de l'association les Dégommeuses 39
- Sarah Fernandez, présidente de l'association ARCAF 42
- Echanges avec le public 44

Table ronde 4 : Quelles politiques publiques égalitaires autour du sport ? Des solutions concrètes !

- Edith Maruéjouls, géographe du genre, directrice du Bureau d'études L'ARObE 47
- Sabine Salmon, présidente nationale de Femmes solidaires 51
- Echanges avec le public 55

Clôture

- Anne Le Moal, Cheffe du service Égalité, Intégration, Inclusion, Direction de la Démocratie, des Citoyen·ne·s et des Territoires 57
- Emmanuelle Pierre-Marie, Conseillère déléguée en charge de l'égalité femmes hommes et de la lutte contre les discriminations, Mairie du 12e arrondissement de Paris 58

ANNEXE 1 : Présentation des intervenant.e.s 59

ANNEXE 2 : Article Véronique Lebar, Les sportifs ne parlent pas des agressions sexuelles 63

ANNEXE 3 : Interview Laura Georges, Le sport permet de se libérer 64

Chaque table-ronde a été inaugurée par des saynètes inédites de la **Cie Sangs Mêles** avec les *Zhôtesses* qui ont introduit les thématiques des tables rondes en mêlant chansons, chorégraphies et théâtre pour ouvrir les débats avec émotion et humour. http://collectifsangsmeles.blogspot.fr/

Animation de la journée :
Christine Guillemaut et Amélie Videau, chargées de projet
à l'Observatoire des violences faites aux femmes
Ville de Paris.

OUVERTURE

Catherine Baratti-Elbaz, Maire du 12e arrondissement de Paris

Merci à tous et à toutes d'être présents aujourd'hui. C'est toujours un plaisir, en mairie d'arrondissement, d'accueillir des débats et des moments d'échanges. Nous sommes nombreux et nombreuses dans cette équipe municipale - et je salue la présence de deux élues du 12e arrondissement, **Fadila Taieb et Emmanuelle Pierre-Marie** - à essayer de faire de cette mairie la maison commune, dans laquelle tout le monde peut venir, non seulement pour demander quelque chose, mais aussi pour se retrouver, échanger et discuter. Je suis donc très fière de vous accueillir aujourd'hui, afin d'échanger sur des sujets qui nous mobilisent d'année en année toujours davantage. A cet effet je souhaite saluer le travail **d'Emmanuelle Pierre-Marie**, élue dans le 12e arrondissement, qui travaille sur l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations. Sur ces sujets transversaux, elle s'applique à organiser des moments essentiels comme celui-ci, qui rythment notre année, afin de faire évoluer progressivement les mentalités. Nous avons encore un peu de chemin à parcourir.

Merci également à **Hélène Bidard**, qui nous soutient beaucoup. Très attentive à tout ce que nous réalisons, Hélène marque le soutien de l'exécutif parisien et de **la Maire Anne Hidalgo** que je vais par ailleurs accueillir dans quelques minutes dans le 12e arrondissement pour inaugurer un nouveau gymnase, auquel nous allons donner un nom de femme. Notre retard en la matière est important : nous sommes à environ 90 %, de noms d'hommes à Paris. A croire que les femmes n'ont laissé aucune marque dans l'histoire, ce que je ne pense faux ! Nous travaillons avec **Catherine Vieu-Charier**, également élue du 12e arrondissement et adjointe à la maire de Paris, à proposer systématiquement des noms de femmes dans l'espace public.

Le nom que nous avons choisi pour ce gymnase est donc celui d'une sportive, **Althea Gibson**. Elle est la première femme noire à avoir gagné un tournoi du Grand Chelem en tennis, à Roland Garros, en 1956. Althea s'est toujours battue contre les discriminations dans le sport et la première d'entre elles : envers les femmes.

Cette question de la discrimination dans le sport est réelle. C'est un outil de lutte et d'épanouissement pour les femmes. Pratiquer une activité sportive permet aussi de se reconstruire, et je pense qu'il est nécessaire d'utiliser aussi la pratique sportive comme un outil de reconstruction après des périodes difficiles de violences...

C'est aussi **un bastion** dans lequel nous devons continuer à mener ces batailles. Avec les associations, nous constatons une « politique de guichet » dans la mesure où elles viennent nous demander des subventions et des créneaux dans nos équipements sportifs. Nous appliquons alors des critères pour être le plus justes possible dans ces attributions. Si nous ne faisions rien, tous nos gymnases et nos terrains seraient utilisés par des hommes pour faire du foot. Et ils seraient utilisés à 100 % ! Or, notre vision de la pratique sportive dans cette ville est un peu différente. D'abord, nous souhaitons diversifier les pratiques sportives et nous passons des conventions avec les associations, en les incitant à développer un certain nombre d'axes, parmi lesquels l'accueil de sportifs en situation de handicap - dans la perspective de l'accueil des jeux olympiques et para-olympiques notamment - mais aussi le **développement de pratiques féminines**. Cela parait parfois plus compliqué pour les associations. Pourtant, c'est le contrat que nous passons avec elles : en nous engageant sur trois ans à une subvention, à des créneaux, et en échange, il doit y avoir a minima des créneaux pour des équipes féminines. Figurez-vous que ça marche et que **les créneaux qui sont attribués à la pratique féminine fonctionnent.**

C'est donc de cette manière que l'on peut créer des leviers pour développer la pratique féminine. Ensuite, il reste à améliorer l'ambiance dans les vestiaires et les couloirs, car on sait que c'est encore un lieu compliqué pour les femmes. A cet égard, c'est par des événements comme celui-ci, par les discussions, que l'on peut porter publiquement ces sujets, y compris nous, femmes, quand nous sommes en responsabilité et que nous nous exprimons. Par exemple, quand nous allons dans les gymnases et que nous faisons remarquer qu'il est anormal que la porte des toilettes ne ferme pas. C'est de cette manière que nous pouvons faire changer les pratiques.

Nous devons porter une exigence au quotidien pour que les paroles sexistes, voire les actes et les violences, n'existent pas dans nos équipements sportifs, sur nos terrains sportifs, dans le monde du sport, parce que ce ne sont pas des valeurs liées au sport. Les valeurs du sport sont magnifiques, elles sont universelles, elles sont celles du respect de l'adversaire, du coéquipier quel qu'il soit, de la coéquipière quelle qu'elle soit, et c'est cela que nous avons envie de porter. Je suis donc très heureuse que vous ayez choisi de travailler à cette question dans le milieu sportif. Je vous souhaite bon travail aujourd'hui dans cette mairie du 12e arrondissement.

---))°((---

Laurence Fischer, triple championne du monde de karaté

Madame la Maire, Madame Bidard, Mesdames et Messieurs, je suis ravie et très honorée d'être parmi vous ce matin pour cette journée dédiée au sport et aux femmes victimes de violences. Je suis belle, je suis intelligente, je suis combattante, au sens propre comme au sens figuré, je suis femme jusqu'au bout des ongles, je suis engagée, j'ai des convictions. Vous ne pouviez pas en attendre moins d'une championne du monde, de karaté, en plus. Pourtant, pour arriver à vous affirmer cela ce matin, le chemin fut long et semé d'embûches, et j'ai mis du temps à dire et à légitimer ma place, dire que j'existe parce que je suis.

Nous sommes donc aujourd'hui ensemble pour parler du sport au féminin, et nous partagerons nos revendications, nos idées, nos solutions possibles pour que le mal subi par un trop grand nombre de femmes se sache. J'espère aussi que, notamment dans la deuxième partie, des solutions seront proposées.

Le sport rime avec corps, celui-là même que nous, sportives de haut niveau, nous menons à la performance, que nous apprenons à rendre souple, tonique, disponible, que nous apprenons à maîtriser par l'action et la pratique, pour nous émanciper et atteindre une certaine liberté. Ce corps est aussi un corps fragile, qui peut être cassé et qui peut être agressé. A mon sens, le sport est un reflet de la société et vous pourriez très bien établir le parallèle avec les femmes en politique, les femmes dans la gouvernance et les femmes en général dans la société. En tout cas, sachez que tant que les femmes seront victimes, je serai féministe.

Lors de mon parcours, j'ai connu les stéréotypes, les clichés liés au fait d'être une femme qui pratique un sport dit d'hommes, avec des phrases du type : *« Ah, vous êtes femme, donc vous êtes homosexuelle ! Mais où est votre féminité ?* », avec un non-accès aux postes à responsabilités, évidemment, avec une absence d'entraîneurs féminins. Nous subissons des inégalités en termes de nombre de femmes, de combattantes par équipe. Je ne vais pas dresser la liste, qui malheureusement est trop longue, mais au-delà de cette lutte permanente, je crois aux valeurs du sport. C'est la raison pour laquelle je me suis engagée en 2005 à Kaboul auprès de femmes qui ont eu accès à la pratique du karaté. C'était la première fois, je les ai accompagnées dans cette nouveauté, et j'ai continué mon engagement. Depuis quatre ans en République démocratique du Congo, je soutiens le **docteur Mukwege**, puisque c'est un pays où les derniers chiffres de 2011 font état de 1 100 viols par jour. C'est l'un des pays les plus touchés par les violences faites aux femmes, par les viols, notamment les viols de guerre commis dans le Kivu.

J'ai créé et fondé cette année l'association **Fight for Dignity**. J'ai mis en place **un programme sportif pour aider les femmes victimes à se reconstruire**, comme disait très justement Madame la Maire, pour les aider à retrouver confiance, estime de soi, à se réapproprier leur corps, parce que c'est le corps qui a été traumatisé. On leur fait pratiquer le karaté et le foot de manière tout à fait adaptée. Arte a diffusé récemment un reportage sur le travail que nous menons au Congo.

Cette activité fonctionne si bien que nous allons démarrer le même programme à Saint-Denis, à la Maison des femmes, qui est dirigée par le **Docteur Ghada Hatem.** Cela répond à un besoin et c'est au cœur de notre sujet. Les femmes qui pratiquent le sport après un épisode traumatique en retirent un très grand bénéfice : elles retrouvent l'estime de soi, la confiance, et surtout l'envie de se battre, ce qui leur donne aussi beaucoup d'espoir. Merci beaucoup.

---))°((---

Hélène Bidard, Adjointe de la Mairie de Paris en charge de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains

Je remercie chaleureusement pour leur accueil Madame la Maire du 12ème arrondissement, **Catherine Baratti-Elbaz, Emmanuelle Pierre-Marie**, conseillère du 12ème arrondissement de Paris en charge de l'égalité femmes/hommes et des luttes contre les discriminations et **Fadila Taïeb**, Adjointe à la Maire du 12ème chargée de la jeunesse et des sports. Je tiens ici à les saluer pour tout le travail qu'elles accomplissent au quotidien. A cet égard, je vous signale que vous pouvez retrouver l'initiative **Règles élémentaires**, qui permet de recueillir des produits hygiéniques pour les femmes SDF. C'est extrêmement important et cela fait plus d'un an que ce travail au quotidien est engagé à la mairie du 12e arrondissement.

Mesdames, Messieurs, très chers responsables associatifs, partenaires institutionnels, très cher.e.s sportives et sportifs, c'est un vrai plaisir pour moi de vous retrouver pour cette **troisième journée de rencontre annuelle de l'*Observatoire parisien des violences faites aux femmes***. Cette journée se déroule dans une période très spéciale. Jamais on n'aura autant parlé des violences sexistes, des viols et des agressions et du harcèlement en France. Une chape de plomb a sauté et des milliers de femmes en France, mais aussi dans le monde entier, racontent ce qu'elles subissent au quotidien. Pour beaucoup, c'est une surprise et le résultat du manque d'attention à la vie et la parole des femmes. Parce que souvent, quand elles ont parlé, on leur a fait sentir que c'était de leur faute, ou elles n'ont pas été prises au sérieux ou ne sont pas écoutées. Comment faire pour que les violences faites aux femmes soient éradiquées ? Comment les penser quand déjà on ne considère pas la parole des femmes ? Il faut donc saluer vivement ce mouvement de libération de la parole, la recueillir et agir pour mettre fin à ces violences. Cela commence avec une augmentation de près de 30 % des dépôts de plainte des femmes victimes de violences.

Il n'est plus possible au XXIe siècle de penser l'émancipation des femmes quand elles sont tuées tous les deux jours et demi ou quand elles sont tous les jours agressées. Hier, la MIPROF a publié les chiffres des violences de 2016 : 123 femmes ont été tuées, 225 000 femmes âgées de 18 à 75 ans ont été victimes de violences physiques ou sexuelles de la part de leur ancien ou actuel partenaire intime, 92 000 femmes âgées de 18 à 75 ans ont déclaré avoir été victimes de viol ou de tentative de viol. Il s'agit d'une estimation minimale. Le chiffre ne prend pas en compte les mineurs.

Or, il y a fort à craindre que si nous prenions en compte les mineur.e.s, la pédocriminalité étant, malheureusement, tellement répandue, le nombre de viols serait beaucoup plus conséquent. Nous savons que les viols sont subis dès le plus jeune âge par les filles et les garçons.

Dans 90 % des cas, ces agressions ont été perpétrées par une personne connue de la victime. Dans 37 % des cas, c'est le conjoint qui est l'auteur des faits. Le ***Collectif féministe contre le viol*** évoque le chiffre plus réaliste de 400 000 viols en prenant en compte toutes les situations et la minoration des dépôts de plainte. En France, 70 % des plaintes pour viol, et 60 % pour les mineurs, sont classées sans suite. **Muriel Salmona**, psychiatre, rappelle que les viols les plus fréquents sont ceux qui ont le plus de risques d'être classés sans suite. Ce sont les viols sans violence, les viols commis par le partenaire, les viols sur de jeunes enfants, les viols incestueux, paternels, dénoncés par les mères, les viols sur les personnes handicapées extrêmement

des femmes. A Paris, en août 2017, un homme a tué sa femme, il l'a découpé pour la cacher dans des sacs poubelle. Il a dit à la police que c'était suite à une dispute conjugale. Les journaux ont repris ses mots, je cite : *« A Paris, elle énervait son compagnon, il la tue et la met dans un sac poubelle* ». Pour ensuite parler de « drame conjugal », avant finalement de classer l'affaire dans la rubrique des faits divers. Voilà une illustration dans les règles du traitement médiatique réservé au meurtre des femmes par des hommes pour le simple fait qu'elles sont des femmes, qu'elles sont « leur femme ». Un traitement médiatique qui laisse penser qu'il s'agit d'un cas isolé, d'un cas insolite, qu'il s'agit finalement d'un coup de folie, d'un homme pervers, au mieux jaloux, simplement. Ce que n'ont pas tardé à préciser d'ailleurs les médias dans les jours qui ont suivis, et que cette situation, surtout, était inévitable.

Pourtant, ce meurtre n'est pas un cas isolé. Des dizaines de femmes meurent chaque année, tuées par leur conjoint, leur ex-mari, leur père, des proches ou encore des inconnus. Qui plus est, les violences faites aux femmes sont quotidiennes et touchent des femmes de toutes les couches sociales, de toutes nationalités, de tous âges. Ce ne sont pas seulement les coups du conjoint, mais aussi chaque jour les violences verbales, les agressions sexuelles, les discriminations au travail, qui exposent à la précarité et à plus de dépendance matérielle. Difficile alors pour nombre de femmes de quitter leur domicile quand les disputes commencent et tournent mal.

Les **féminicides** sont l'expression la plus violente d'une société qui enseigne, qui défend, qui distille l'idée qu'il existe une différence de nature entre les hommes et les femmes, que les hommes sont supérieurs, que dans l'union, les époux s'appartiennent, que l'homme a des droits sur la femme. On ne pourra les faire reculer que si on les sort de l'ombre de la sphère intime dans laquelle elles sont généralement reléguées pour les rendre visibles et pour les combattre politiquement dans le cadre d'un projet de société d'égalité et de politique publique efficace.

C'est dans cet objectif qu'en novembre 2014, avec **Anne Hidalgo**, nous avons créé *l'Observatoire parisien des violences faites aux femmes*, grâce au travail appuyé du service Égalité, intégration et inclusion de la ville de Paris. Notre volonté était alors d'en faire un espace collectif, rassemblé, mobilisé collectivement pour lutter contre les violences faites aux femmes. Cela passe par la coordination des actions de protection et d'accompagnement des victimes, la sensibilisation du public, la formation des professionnels, l'établissement de diagnostics territorialisés, et la prévention des violences.

La Ville de Paris mène de nombreuses initiatives pour lutter contre ces violences dans le cadre d'un maillage des professionnels dans tous les arrondissements, et par la mise en place d'actions de prévention et d'information auprès du public, d'actions pour la formation des professionnels, comme aujourd'hui, et d'agents de la ville à l'accueil, l'écoute, l'accompagnement des femmes victimes de violence, par une politique volontariste, pour l'hébergement et l'accès au logement, ainsi que par le soutien aux associations qui réalisent un accompagnement juridique, social et psychologique.

Nous avons souhaité que ce 25 novembre puisse nous permettre de faire le lien avec l'organisation des **Jeux olympiques et paralympiques** de 2024 à Paris, et de parler de ce tabou des violences dans le sport. Cela peut sembler déconnecté. Pourtant, quand on y réfléchit, tous les enfants font du sport dès l'école maternelle. Dans l'éducation, que ce soit en famille ou en collectivité, le sport a une place

importante. Dans les clubs, dans les fédérations, les filles et les femmes sont peu présentes, mais néanmoins, il y en a. Dans les sports de loisirs, les femmes sont de plus en plus importantes. Et vous savez quoi ? Les violences ne s'arrêtent pas aux portes des gymnases, des clubs ou des fédérations sportives. Ce sont même souvent des lieux de découverte du sexisme et des violences sexuelles pour de nombreuses filles et femmes. Cette problématique sera abordée par **Béatrice Barbusse**, sociologue, que je remercie vivement pour sa présence car, comme vous le précisez, **Marie-Françoise Potereau**, présidente de **Femix'Sports** « *Le sport n'est pas en dehors de la société, il est à son image* ». J'en profite également pour vous remercier pour votre intervention lors de la seconde table ronde prévue ce matin.

Le sport est aussi un formidable outil d'épanouissement personnel et collectif. Il nous permet de dépasser nos limites, de ressentir le résultat d'efforts et de persévérance. C'est bien une leçon de vie applicable dans tous les domaines. Ainsi, on y apprend à avoir confiance en soi, à connaître son corps, à interagir avec les autres, à dévoiler sa personnalité, à panser ses blessures et se reconstruire, enfin, à se retrouver soi-même. C'est la raison pour laquelle il n'est plus possible de penser que le sport soit un domaine réservé aux hommes. C'est encore un domaine qui connaît trop d'inégalités et de violences qui freinent l'accès des femmes au sport. Je remercie également **Anne-Cécile Mailfert**, présidente de la **Fondation des femmes**, et **Yves Raibaud**, géographe qui nous accompagne très souvent, notamment sur la place du genre et l'espace public, qui aborderont ces questions ensuite.

Il convient de favoriser le déploiement de tous les outils et toutes les politiques publiques qui favorisent l'accès au sport pour les jeunes filles et les femmes. Je remercie les intervenant.e.s qui vont vous présenter les bonnes pratiques et leurs expériences, comme **Edith Maruéjouls**, géographe du genre, et **Sabine Salmon**, présidente de **Femmes solidaires**.

La ville de Paris a mis en place quelques dispositifs pour favoriser la pratique sportive féministe, notamment dans l'attribution des créneaux et des subventions au sport, pour répondre à cette question de la place des femmes dans le sport, mais également par le dispositif « **Allez, les filles** », ou encore le dispositif « **Hand'elles** », qui permet à des jeunes filles de découvrir différents sports, « **Femmes en sport** » qui est un événement annuel, dont le but est de promouvoir la pratique sportive féminine avec de nombreuses activités d'initiation sportive gratuites dans différents sites parisiens. Au total, 3500 femmes ont pris part à cette initiative.
Il existe également le dispositif « **Paris Sport Vacances** » qui organise des stages sportifs pendant les périodes de vacances scolaire avec des sessions pour les jeunes filles et le dispositif « **La Parisienne** », qui a pour but de permettre à cent femmes totalement éloignées de toute pratique sportive et souvent en situation économique et sociale précaire, de commencer une activité sportive.

Beaucoup de travail reste à accomplir, nous pouvons faire plus et mieux, notamment pour permettre aux femmes victimes de violences de se reconstruire grâce au sport. Nous aurons la chance d'entendre des intervenantes qui nous présenteront les expériences menées à l'international et en France, l'association **Les Dégommeuses**, et **Laurence Fischer** qui nous présentera son action avec **Fight for dignity**, qui aide les femmes victimes de viol en République démocratique du Congo.

Avec la perspective des **Jeux olympiques et paralympiques**, nous voulons promouvoir un sport égalitaire, et ensemble, nous pouvons agir pour faire de ces Jeux olympiques des Jeux réellement inclusifs. Ce temps partagé est un bon moyen de favoriser l'interconnaissance entre professionnel.le.s, membres d'associations, agents et agentes de structures aboutissant à la mise en réseau. J'aspire à encore plus de partenariats fructueux dans l'intérêt des femmes victimes de violences. En effet, les agent.e.s formé.e.s représentent autant de personnes susceptibles d'agir face à des paroles sexistes ou des actions violentes pour y mettre fin. Ce sont des personnes sachant recueillir la parole des jeunes filles et des femmes, et susceptibles de savoir les orienter. Ce sont aussi autant de personnes susceptibles de porter des projets avec des associations et structures présentes pour offrir aux parisiennes des moyens d'agir, des ateliers sportifs.

Cette journée a aussi pour objectif que nous soyons ensemble mobilisés dès 2018. Pourquoi ? Parce que, en 2018, Paris accueillera les **Gay-Games**, qui se dérouleront du 4 au 12 août 2018 pour garantir la présence des femmes, des lesbiennes, des femmes en général, en tant que sportives, actrices de l'organisation de ces jeux.

Pour conclure, je reprendrai les termes de **Geneviève Fraisse**, philosophe, qui disait : « *Le sexisme, ce n'est pas de la discrimination* » : au mieux, la discrimination est une conséquence, une suite de l'agissement sexiste, mais pas le contenu même du geste ou de l'insulte. Le sexisme s'inscrit dans une temporalité, c'est d'abord un acte, qui n'appartient pas à un registre politique particulier ou judiciaire contemporain. Le sexisme traverse les siècles. Je propose de le définir comme une **disqualification**. Dans une croyance ou un discours, dans un geste ou un comportement sexiste, on comprend que les êtres humains, notamment d'un sexe, ne sont pas de la même qualité. Et on les pense avec mépris, on les qualifie d'inférieurs. C'est même la finalité du sexisme que de dire : « *Vous n'êtes pas de la même qualité que moi* ». Si on pense en termes de qualité, on se place, même malgré soi, dans un langage ontologique et non juridique. En effet, l'ontologie concerne l'être et non le droit. Ainsi, je pense que cela permet de bien comprendre le sexisme dans le sport, comment les femmes sont disqualifiées du simple fait d'être femmes, et comment il est possible d'agir en changeant les mentalités, en mettant fin aux violences sexistes et sexuelles, qui peuvent sévir dans tous les milieux sportifs, en menant des actions publiques, en favorisant l'accès des jeunes filles et des jeunes femmes au sport. Je vous remercie.

---))°((---

Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes – Chiffres-clés – Édition 2017

http://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/publications/droits-des-femmes/egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/vers-legalite-reelle-entre-les-femmes-et-les-hommes-chiffres-cles-edition-2017/

Table ronde 1 : Repérer et dénoncer les violences faites aux femmes dans le sport

Béatrice Barbusse, sociologue et autrice de l'ouvrage *Du sexisme dans le sport*, paru en octobre 2016 chez Anamosa

Vous avez intitulé votre journée « Le sport, un bastion du sexisme ou un outil pour sortir des violences ? ». Je crois que c'est bien évidemment les deux, et cet après-midi, vous aurez de beaux exemples pour montrer en quoi le sport peut aussi nous permettre de combattre les violences faites aux femmes. Nous allons commencer par un sujet lourd, qui est celui des violences faites aux femmes dans le sport.

Ce sujet est principalement ce qui m'a motivé à écrire il y a deux ans l'ouvrage que vous avez mentionné. ***Dénoncer les violences faites aux femmes dans le sport***. J'ai souhaité d'abord apporter mon propre témoignage. Vous avez évoqué tout à l'heure l'article dans *Le Parisien* de **Véronique Lebar**, du **Comité Ethique et Sport** sur la question des violences sexuelles dans le sport. Ce dernier mois, beaucoup de femmes se sont mises à parler, dans le milieu du cinéma, dans le milieu des arts, dans le journalisme, dans le sport, mais pas en France, aux États-Unis principalement. En France, aucune sportive ne s'est exprimée jusqu'à présent, en dehors de quelques-unes comme **Isabelle Demongeot**, il y a dix-sept ans, qui a dénoncé les violences qu'elle a subies, les viols commis par Régis de Camaret, qui a d'ailleurs été condamné pour ses actes. Mais en dehors de cet exemple, très peu de sportives, voire quasiment aucune, n'ose aujourd'hui encore parler. Est-ce à dire, comme l'a déclaré la semaine dernière la ministre des sports, **Laura Flessel**, que si personne ne parle, c'est qu'il ne doit rien se passer dans le milieu sportif ?

Madame Laura Flessel est ministre, elle se doit d'avoir un discours en fonction bien sûr de sa mission. Je peux vous dire que la réalité dans le sport est toute autre, et j'espère au plus profond de mon cœur que dans les mois à venir - mais peut-être faudra-t-il attendre encore quelques années - des sportives parleront de ce qui s'est passé hier, et de ce qui se passe parfois encore aujourd'hui. Car les violences sexuelles dans le sport ont existé et existent. Bien entendu, n'en ayant pas subi directement, il ne me revient pas de dénoncer ces actes et de citer des noms de jeunes femmes ou de sportives ; elles parleront quand elles en auront envie, elles parleront quand elles se sentiront prêtes à parler.

Pourquoi cette omerta dans le sport ?

Le milieu sportif est particulièrement fait de violences. Avec peut-être le milieu militaire, la violence y est partout présente. Elle est à la fois physique, mentale, mais aussi, surtout et beaucoup, symbolique. Je ne reviendrai pas sur l'histoire du sport, d'excellents ouvrages ont été écrits sur ce sujet. Il s'agit effectivement d'une activité qui a été conçue **pour les hommes, par les hommes**, afin qu'ils apprennent à devenir des hommes, et surtout pour qu'ils restent des hommes. C'est donc un milieu où le **virilisme** est extrêmement présent. **Cette violence est d'abord langagière**. Il règne une violence très forte dans le milieu sportif, notamment dans les échanges interpersonnels. En tant qu'universitaire, je pense que je serais virée de l'enseignement supérieur si je parlais aux étudiants comme on parle aux jeunes parfois dans le sport ou comme on parle aussi à des adultes dans le sport. Souvent, on présente cela de manière positive : « *C'est de l'authenticité, on est franc, on ne prend pas de raccourcis, on se dit les choses en face* ». On peut se dire les choses en face, mais en choisissant ses mots, l'intonation, parce que souvent, dans le sport, le geste accompagne la parole, bien évidemment. Je ne suis pas en train de vous dire que l'on se frappe tout le temps, mais **les échanges verbaux sont relativement physiques**.

Une anecdote que je partage avec vous parce que la personne concernée m'en a donné l'autorisation. Il s'agit d'un ancien entraîneur sélectionneur de l'équipe de France féminine de football, **Bruno Bini**, qui est toujours sélectionneur de l'équipe de Chine de football. Il m'a raconté qu'au tout début de son métier d'entraîneur, alors qu'il assistait à un match officiel, il a insulté l'arbitre féminine de manière assez virulente : il s'est même rapproché d'elle à la fin du match ; il ne l'a pas frappée mais a eu un comportement qui montrait qu'il était à la limite. Il est ensuite allé à l'hôtel, et au moment de rentrer dans l'ascenseur pour rejoindre sa chambre à coucher, il a croisé cette femme arbitre. A cet instant, il s'est rendu compte qu'il lui avait fait extrêmement peur. Il a vu la peur dans les yeux de l'arbitre, qui hésitait avant de rentrer dans l'ascenseur avec lui. A ce moment-là, il s'est dit : « *Comment, moi, adulte, sain de corps et d'esprit, ai-je pu faire peur à une femme ?* ». Depuis ce jour, il s'est promis de ne plus du tout insulter les arbitres, et de surtout faire très attention à son comportement à l'égard des femmes. Voilà un exemple parmi d'autres, mais cet homme a pris conscience de son comportement.

S'il y avait davantage de femmes dans le monde sportif, peut-être que davantage d'hommes dans ce milieu se rendraient compte que leur comportement peut y être d'une grande violence.

Je me souviens également d'un témoignage quelques mois après la sortie de mon livre. Un homme, que je ne connaissais pas, est venu me voir et m'a dit : « *vous racontez une anecdote (faisant état d'une situation de sexisme) dans votre livre où j'étais présent dans la salle. J'ai ri, comme tout le monde. Je suis désolé. Vraiment, je vous prie de m'excuser parce que je ne pensais pas du tout vous avoir fait du mal, à vous et aux autres femmes. Votre livre m'a fait beaucoup réfléchir, et je vais essayer à partir de maintenant de faire attention à la manière dont je me comporte à l'égard des femmes, plus particulièrement (puisque c'était un entraîneur), dans mon activité professionnelle* ».

Donc vous voyez que d'un point de vue langagier et comportemental, le sport est un environnement où la violence est assez quotidienne. C'est un environnement dur et intraitable, surtout quand on se rapproche du sport de compétition et du sport de très haut niveau. Certes, dans certains sports,

comme le karaté, on essaie justement d'acquérir de la maîtrise de soi, de son corps, et de ne pas porter les coups. Mais dans la plupart des sports en général, ce n'est pas le cas.

Le sport, c'est aussi physiquement très violent.

C'est le milieu du dolorisme par excellence, c'est-à-dire de l'exultation de la douleur. Dès l'instant où vous rentrez dans le sport jusqu'au plus haut niveau, on vous apprend qu'avoir mal, c'est normal, et que le contraire du normal, c'est le pathologique : quand vous sortez d'un entraînement, si vous n'avez pas mal, c'est parce que vous n'avez pas été jusqu'au bout, que vous n'avez pas donné suffisamment.

Or, n'importe quel médecin vous dira que si vous avez mal, c'est que vous êtes allée trop loin avec votre muscle ou votre tendon. Mais nous, sportifs et sportives, on nous apprend l'inverse, on nous apprend au contraire qu'il faut souffrir pour y arriver. Je ne vais pas dire le contraire, mais il y a des limites à ne pas dépasser. La douleur est une condition inhérente à l'exercice du métier de sportive et de sportif. Donc, on nous apprend à vivre avec et on en fait l'apprentissage dès l'instant où l'on entre dans le milieu sportif.

Enfin, il ne faut pas oublier que le sport est aussi un environnement de **la domination masculine**, puisque 80 % de notre environnement dans le sport est masculin. Par qui la violence est-elle exercée ? Par le père, par l'entraîneur, par les autres sportifs, par l'arbitre, par le kinésithérapeute, par le docteur. Le livre de **Dominique Bonnot**, *N'oublie pas de gagner. Dans les coulisses du tennis féminin* en est une illustration. Quand je l'ai fermé, je me suis dit : « *si j'ai une fille aujourd'hui, je ne veux surtout pas qu'elle fasse de tennis* ».

Mon collègue **Philippe Liotard** s'est intéressé aux violences sexuelles dans le sport. Il dit : *« Je ne pensais pas que le rapport de domination était aussi fort, je ne pensais pas qu'il y avait autant d'affaires restées secrètes, qu'il y a autant d'affaires restées secrètes* ». On observe d'ailleurs un respect incroyable de la hiérarchie dans le sport. Dans les sports collectifs, par exemple, on respecte les anciens, le capitaine, l'entraîneur, on respecte le président ; on n'a même pas besoin de nous dire de les respecter, cela va de soi. On est extrêmement discipliné.e.s. Je me souviens d'étudiants qui avaient présenté un exposé sur le fait que le sport pouvait multiplier la créativité des individus. J'avais dit : « *Oui, mais cela dépend des sports, et cela dépend à quel niveau.* » En effet, dans certains sports, et à très haut niveau, au contraire, on tue la créativité des sportifs et des sportives. On nous met dans un moule, avec des normes, des règles de vie à respecter, et il ne faut surtout pas sortir du cadre et du carcan que l'on nous impose.

Les violences sont présentes dans le milieu sportif. Certes, je ne formule que des hypothèses puisque nous n'avons pas de données vraiment réelles, de témoignages vraiment importants.

Que nous montrent les quelques rapports qui existent, notamment celui de 2008 ?

Le milieu sportif est propice aux violences sexuelles, en raison notamment de la proximité entre les entraîneurs et les entraîné.e.s, entre les sportifs et les sportives.

Il existe en effet une **proximité forte dans le milieu du sport et de la compétition**. On la retrouve dans les vestiaires, à l'hôtel, pendant les déplacements, dans les chambres, où il est courant, en effet, qu'un entraîneur vous demande : « *Viens dans la chambre, il faut que je t'explique deux ou trois choses avant le match et la compétition de demain*. »

Récemment, j'ai été contactée par des journalistes qui me demandaient si je connaissais des sportives qui avaient été agressées sexuellement. Au handball, nous n'avons pas de cas en tête. Je pense que dans les sports collectifs, le groupe protège un peu. Je me rappelle pour ma part que quand un entraîneur nous demandait de venir dans sa chambre pour nous expliquer quelque chose, ou au bar, à 23 heures ou minuit, nous y allions toujours groupées, jamais seules. Nous étions toujours deux, trois, quatre, cinq.

Les violences sexuelles dans le sport se produisent essentiellement, dans les sports individuels tels que la gymnastique, l'athlétisme, le tennis.

Pour autant, dans les sports collectifs aussi, les violences existent : aux États-Unis, **Hope Solo,** joueuse de football a expliqué qu'avant de rentrer en scène pour recevoir son trophée, **Sepp Blatter** lui a mis une main aux fesses. Il considérait que c'était normal.

Certains moments s'y prêtent paticulièrement, en l'occurrence, les **bizutages** sont des moments susceptibles d'engendrer beaucoup de violences sexuelles. Nous avons réussi à faire cesser les bizutages dans beaucoup de fédérations sportives. Nous l'avons rappelé à la Fédération française de handball en début de saison, aux mois de septembre et octobre durant lesquels nous avons lancé une grande campagne au sein de nos clubs, des ligues, des comités, en mettant en avant des figures d'un joueur et d'une joueuse de l'équipe de France disant : « **Stop, les bizutages sont in-ter-dits** ». Une enquête, menée par un sociologue dans le milieu du handball, sur cette période en particulier, a montré qu'il régnait des violences d'ordre sexuel, entre garçons, entre garçons et filles, et entre filles, humiliations et agressions sexuelles. Il existe donc des moments, des lieux qui sont extrêmement propices à l'éclosion de ces violences.

Pour conclure mon propos, je dirais que le sport est un milieu très violent, où il convient donc plus que dans d'autres univers de révéler et dénoncer les violences. Mais ce n'est pas facile de parler. Les sportives, même si elles ne le disent pas, ont souvent peur de parler parce que, pour certaines, elles sont salariées. Or les femmes qui révèlent des violences dans le milieu professionnel sont en risque important de perdre leur travail ; il n'y a aucune raison qu'il en aille différemment dans le milieu du sport que dans les autres.

90 % des sportifs professionnels sont syndiqués, alors que moins de 5 % des sportives le sont.

Voilà qui pose aussi les données du problème. Il est important que des femmes sportives comme **Laurence Fischer**, comme **Laura Georges**, qui est très engagées dans ce combat, comme moi-même et d'autres puissions dire aux sportives et aux sportifs : « *N'ayez pas peur, on est là, des institutions sont là pour vous aider, pour vous soutenir, comme Éthique et sports* ».

J'espère que cette journée favorisera la prise de conscience nécessaire au repérage des violences mais aussi et surtout leur révélation, pour mieux les combattre et mettre en place des dispositifs qui permettront de faire cesser tout cela. L'un des meilleurs dispositifs reste, je crois, **la féminisation du sport**. Si davantage de femmes sont présentes dans le sport, cela policera un peu les choses. J'en ai fait l'expérience en étant présidente d'un club professionnel masculin, je peux vous dire que les garçons ne se comportaient plus du tout de la même façon quand j'étais présente dans les déplacements.

---))°((---

Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes

Je vais aborder la question **de l'impunité de ces violences** faites aux femmes, parce que la **Fondation des femmes** travaille beaucoup sur l'accès à la justice. C'est le thème de toute la levée de fonds que nous sommes en train de réaliser en cette fin d'année puisque nous organisons demain soir la **Nuit des relais**. La Nuit des relais est en effet une opération de collecte de fonds pour les redistribuer aux associations qui agissent auprès des femmes pour les aider à accéder à la justice, et donc à faire valoir leurs droits. Nous avons également une étude en cours pour savoir si les femmes qui sont victimes de violences sexistes ou sexuelles ont plus de difficulté que d'autres personnes et sur d'autres types de crime pour accéder à la justice.

Nous constatons qu'il est plus difficile pour les femmes victimes de violences d'accéder à la justice que pour les hommes ou que pour d'autres types de crimes ou de délits.

En effet, les violences ont des **impacts psycho-traumatiques** qui tétanisent les victimes, sans compter la nature des violences, des représailles, etc. De plus, il existe des biais sexistes que répètent les professionnels du droit, des agents de police du commissariat jusqu'au juge, en passant par les avocates ou les avocats. Dès lors, on peut se poser la question de savoir si la justice est particulièrement sexiste. On peut également se poser la question de savoir si le fait d'être sportive et/ou d'avoir été victime de violence dans le milieu sportif ne rend pas encore plus difficile l'accès à la justice.

L'impunité est-elle encore plus présente dans le milieu du sport que dans d'autres milieux ?

Les championnes sont fortes, en bonne santé, etc. Elles accomplissent des exploits physiques, elles accumulent les médailles, elles ont le sourire aux lèvres, elles battent des records. Elles ont une force de caractère incroyable, ne pleurent jamais. Donc, comment ces « Wonderwomen » ne sauraient-elles pas mieux se défendre que les autres femmes ? Les violences faites aux femmes ciblent-elles plutôt les « pauvres petites femmes faibles ». Les sportives seraient-elles épargnées ? Je comprends que **Laura Flessel** puisse avoir cette vision puisque les témoignages de sportives en France ont été

particulièrement peu nombreux pendant la période du #MeToo. Est-ce pour autant qu'il n'y a pas de violences dans ce domaine ?

Une gymnaste américaine, **McKayla Maroney**, championne olympique à Londres en 2012, a dénoncé les viols par son entraîneur. Le fait est que les violences sexistes et sexuelles sont non seulement bien présentes dans le sport, mais sont encore plus présentes dans le sport que dans d'autres milieux.

L'étude de **Philippe Liotard** sortie en 2009 est la seule sur le sujet, mais elle n'a été faite que sur un échantillon restreint de personnes, donc il faudrait la refaire. Cette étude montrait néanmoins que **11,2 %** des personnes interrogées déclaraient avoir été exposées à des violences sexistes ou sexuelles. La population générale déclare 6,6 %. Si l'on ne compare que ces deux chiffres, il y aurait deux fois plus de violences sexistes et sexuelles dans le sport, en tout cas deux fois plus de personnes qui en sont victimes et qui le déclarent. Les chiffres montrent que ces violences existent peut-être plus qu'ailleurs.

En termes d'accès à la justice et de dépôt de plainte, on observe que **le taux de plainte** est relativement comparable a priori à celui constaté dans la population générale puisque **5 %** de femmes auraient déposé plainte par rapport aux agressions dont elles auraient été victimes.

Jurisprudences sur les violences sexuelles dans le sport

Je vais partir de l'exemple de trois plaintes, trois situations un peu différentes les unes des autres, pour montrer qu'être championne ou sportive ne protège pas des violences, et ne permet pas de faire valoir ses droits mieux qu'ailleurs non plus.

Le premier cas est celui des violences entre sportifs. Ces violences seraient les plus courantes. On n'est pas toujours dans le cliché de l'entraîneur vis-à-vis de la personne qu'il entraîne. Plus de la moitié des violences faites aux femmes dans le sport sont le fait de leurs camarades, de leurs amis avec qui elles pratiquent du sport et 35 % par des personnes du même âge que soi. Je vais évoquer les cas qui sont les plus médiatiques - en félicitant les femmes concernées parce que c'est très difficile d'être les premières à porter plainte.

Catherine Moyon de Baecque, lanceuse de marteau : elle est agressée et violée par plusieurs membres de l'équipe de France, dans un bar, au su et vu de tout le monde en 1991. Ces faits sont encouragés par l'entraîneur national de l'athlétisme. Les femmes de l'équipe subissent l'omerta fédérale complète. Elles sont exclues de l'équipe. Elles sont sur le banc de touche en 1992, quand elles voient leurs agresseurs, eux, disputer les Jeux olympiques de Barcelone. Ces femmes ont porté plainte, elles sont allées jusqu'au bout, en particulier Catherine Moyon de Baecque. Les agresseurs ont été condamnés en 1993 et 1994 même si les peines étaient assez légères. Catherine Moyon de Baecque, elle, est retournée s'entraîner et a essayé de renouer avec sa pratique sportive, avec sa passion. Mais le milieu du sport l'a rejetée, l'a fait passer pour une folle, comme c'est souvent le cas quand on est victime de violence. Elle s'est donc vue contrainte d'arrêter sa carrière d'athlète. A la fin de l'année 1996, elle a été recrutée par le ministère des Sports, en quelque sorte en contrepartie de son silence. Son emploi était donc censé lui permettre d'avoir un salaire. En réalité, elle était rémunérée quasiment moins que le SMIC. Et après huit CDD d'un an successifs, elle a été remerciée.

Cette affaire est assez représentative de ce qui peut arriver. C'est une guerre d'usure. Des comportements violents se passent en groupe, avec des témoins, des co-équipiers, et on constate une impunité totale, voire même un encouragement, pour « souder l'esprit d'équipe ». En face, on trouve des victimes brisées à vie et une omerta incroyable qui va finalement punir les victimes. La justice avait pourtant tranché en sa faveur, même si les peines ont été légères.

Deuxième cas : des violences sexistes et sexuelles qui vont être le fait des entraîneurs. Dans ce type de cas, les victimes sont le plus souvent mineures, mais pas forcément.

Isabelle Demongeot : en 2005, elle porte plainte pour viol et tentative de viol, lorsqu'elle était mineure, de 13 à 17 ans, contre son ancien entraîneur, Régis de Camaret. Au total, ce sont vingt femmes qui vont se joindre à elle et qui vont porter plainte également, pour des faits commis entre 1977 et 1989. Mais, il y a prescription, sauf pour deux victimes, et lui-même avoue deux viols. Isabelle Demongeot porte plainte en 2005, l'instruction a lieu en 2007, il est interpellé deux ans plus tard. En 2009, un premier jugement est rendu, et c'est un non-lieu, même s'il a avoué qu'il avait violé ! La cour de cassation casse ce non-lieu en 2011. En 2012, il est finalement condamné pour huit ans de prison. Il fait appel. En 2014, ce jugement est non seulement confirmé mais même renforcé puisqu'il prend dix ans. Entre 2005, date de la première plainte, et 2014, neuf ans se sont écoulés ; neuf ans de procédure, c'est considérable.

La tenniswoman la plus connue qu'il entraînait, **Nathalie Tauziat,** va le défendre bec et ongle pendant toute la procédure, et elle va même porter plainte pour diffamation contre les autres filles. Dans cette affaire, qui est un peu un cas d'école, nous avons un entraîneur qui est complètement « gourou », un pervers tout-puissant, et nous avons des jeunes filles très isolées, qui vivent souvent en internat, en dehors de leur famille, avec beaucoup de déplacements avec leur entraîneur. Beaucoup de viols se passent sur les aires d'autoroute ou lors de déplacements, lorsqu'ils se retrouvent seuls ensemble, ou dans l'internat. Nous observons aussi de la méfiance entre sportives, de la compétition entre filles, et comme on le voit avec la réaction de Nathalie Tauziat, qui montre une sorte d'emprise de son entraîneur sur elle.

Se pose ici la question de la prescription, avec le temps long de la justice. Quand on est une jeune sportive, on sait que sa carrière sera courte. Ce temps est très court, celui de la carrière d'un sportif ou d'une sportive, face aux aspects parfois très longs de la justice, cela pose des problèmes.

Au final, dans notre étude sur l'accès des femmes à la justice, quand on demande aux femmes pourquoi elles n'ont pas porté plainte, les réponses indiquent que ce n'est pas parce qu'elles n'ont pas osé ; la plupart d'entre elles répondent : « *Parce que je savais que ça ne servirait à rien*. » Le fait est que l'agresseur de ces tenniswoman a plus de 70 ans, donc même s'il est condamné, sa peine de prison ferme sera très réduite (beaucoup de remises de peine sont prononcées pour les accusés d'un certain âge).

Troisième cas : des violences sexistes et sexuelles commises par des sportifs, mais sur des femmes qui ne font pas forcément partie du milieu sportif.

La fameuse « troisième mi-temps », un temps où tout est permis, principalement en sport collectif. C'est un peu comme les charivaris d'antan de la société traditionnelle française. C'est le défouloir. Il

faut des filles pour se défouler ; quand on est un garçon fort et valeureux et qu'on a gagné, il faut que l'on ait des prises de guerre, des filles, des trophées.

Deux situations :

Une mineure affirme avoir été violée par **Torbe**, producteur pornographique, qui a envoyé des photos de son acte au footballeur, **David de Gea**, gardien de but de la sélection espagnole à l'Euro 2016. Ce dernier est cité dans une affaire de trafic d'êtres humains et de prostitution.

Une autre fille a été violée par deux joueurs lors d'un rendez-vous organisé par ce footballeur. Cela ne cause pas de problèmes à ce gardien de but. Il conserve le soutien du groupe espagnol et va même jusqu'à déclarer : « *Ça me donne encore plus de force pour jouer l'Euro avec le soutien de mes coéquipiers*. » Depuis, il est gardien de but à Manchester.

Zahia a fait l'objet non seulement d'achat d'actes sexuels mais plus particulièrement de prostitution sur mineure (sachant que la sollicitation de prostituées mineures est passible de prison et de peine d'amende). Une perquisition a eu lieu dans un café-restaurant-cabaret oriental, une dizaine de personnes dont des prostituées ont été arrêtées, et des noms de l'équipe de France de football ont alors émergé : **Franck Ribéry, Sidney Govou, Hatem Ben Arfa et Karim Benzema**. Zahia affirme effectivement avoir eu des relations sexuelles, avoir été prostituée par tous ces hommes, dont certains d'entre eux lorsqu'elle était encore mineure. Franck Ribéry l'aurait même fait venir à Munich pour fêter ses 26 ans dans un avion. Cela s'est produit en mars 2010, à deux mois de la Coupe du monde.

Dans la 2ème situation, les ministres disent qu'ils ne veulent pas de joueur mis en examen en équipe de France. Dès lors, on se dit que peut-être il va y avoir une réaction, que peut-être cela va changer quelque chose, que peut-être on va voir enfin l'impunité cesser. Rien de tel. La justice a attendu la fin de la Coupe du monde pour rendre son verdict. Ils ont été relaxés le 30 janvier 2014 sur la simple allégation de Zahia qui a affirmé qu'aucun des deux joueurs incriminés ne savait qu'elle était mineure.

Pour illustrer ce que peut être cette troisième mi-temps, je citerai **Bernard Tapie**, qui, livrant une confidence à la télévision en 2004, dit ceci : « *A la veille d'une finale de Coupe de France contre Monaco, j'ai dit aux joueurs : "Ne bougez pas, j'amène le matos à l'hôtel." J'ai fait monter une gonzesse par chambre, seuls deux ou trois joueurs n'ont pas voulu. Une heure après, je suis monté, ils étaient tous dans la même chambre, ça s'est fini en partouze géante. Le lendemain, on a mis 4 à Monaco.* » Il dit tout cela à la télévision, et ça passe tout seul…

Je voudrais terminer sur une note un peu positive, on observe tout de même des **petites évolutions** récentes, grâce à l'intolérance générale dans la société qui grandit face aux violences. Ce type de journée y contribue, par la pression qui est faite sur les clubs, sur les fédérations pour qu'ils arrêtent de tolérer les comportements violents. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de violence, mais cela signifie que la réaction face aux violences commence à exister. Plus on va dénoncer l'impunité, moins il y aura de violences.

Dans le rugby, cet été, deux joueurs du Stade français ont été accusés d'agression sexuelle, Raisuqe et Waisea. L'un a été **licencié pour faute grave**, l'autre a eu un **avertissement**, avant même le jugement qui a été rendu le 29 novembre. Trois joueurs, Denis Coulson, Loïck Jammes, Rory Grice, ont été mis à pied du FC Grenoble Rugby Club pour **viol en réunion** sur une jeune femme rencontrée après une victoire.

On observe donc des réactions dans les clubs. C'est tout récent, cela s'est passé l'année dernière ! Jusqu'à présent, la réaction à ce type de comportements n'était pas aussi forte.

Pour conclure, il faut revenir sur une idée fausse, à savoir que les victimes se taisent.
C'est faux. Les victimes parlent.

76 % des athlètes qui reconnaissent avoir subi des violences en ont parlé à leur entourage ; 50 % dans les 24 heures qui ont suivi, 85 % dans le mois qui a suivi.

Les violences les plus graves, les plus traumatisantes, et donc les plus culpabilisantes, sont peut-être davantage tues plusieurs années, mais sinon, les victimes parlent à leurs amis, pas forcément aux adultes, à cause de cette relation aussi quand elles sont plus jeunes, avec l'entraîneur, l'adulte, la famille qui fait pression pour qu'elle réussisse. Une jeune fille victime d'agression ne va pas oser le dire à ses parents. En revanche, elle va le dire à d'autres personnes.

Ce n'est pas la parole qu'il faut libérer, c'est l'ouïe. C'est à nous d'ouvrir nos oreilles.
Certes, il est difficile d'identifier les personnes ressources auxquelles se confier quand on est victime, parce que nos parents, les entraîneurs, les coachs, etc. misent sur nous. On a des craintes par rapport aux procédures judiciaires, qui sont interminables, dont l'issue est incertaine puisqu'on n'est même pas sûre de pouvoir faire condamner son agresseur. Ensuite, viennent les peurs évidemment liées aux conséquences pour sa carrière sportive, et la méconnaissance de la loi, tout simplement : beaucoup de femmes appellent harcèlement quelque chose qui en fait est une agression sexuelle ou même un viol. Il faut en plus tenir compte de l'omerta du milieu sportif, comme on l'a vu également, qui ne va pas forcément recueillir et faire remonter les informations.

Pour l'avenir, le Comité éthique et sport fait circuler **une pétition**, dans le cadre de #MeToo. Elle s'inquiète de la perspective des Jeux Olympiques et Paraolympiques (JOP) de Paris 2024. Cela concerne également les Jeux paralympiques, d'autant que les violences sexuelles commises sur les personnes handicapées, c'est encore pire.

Qui dit JO dit nécessité de médailles, dit pression accrue sur et au sein des fédérations. Il va falloir former des champion.ne.s, gagner des médailles, peu importe le prix. L'omerta pourrait donc être encore pire durant cette période. A partir de maintenant jusqu'en 2024, il ne faut pas qu'un champion soit condamné, par exemple, parce qu'on a envie qu'il ait une médaille d'or !

Comment faire pour aller plus loin ? J'ai été inspirée par une méthode en cinq points, EFICAS :

Méthode EFICAS

- **E comme écouter** : les victimes parlent, écoutons-les.
- **F comme former** : la formation est essentielle mais c'est aussi la sensibilisation des témoins, des parents. Il faut parler aux parents, il faut leur expliquer qu'il peut exister des risques, il faut toujours qu'ils soient à l'écoute de leurs enfants.
- **I comme impliqué** au plus haut niveau : mettre en place, mettre en mouvement les instances, les fédérations, les clubs, la mairie, le ministère, pour éviter que les choses soient gérées en interne, soient cachées et soient tues.
- **C, c'est changer la culture** : la culture du virilisme, du bizutage, de la performance au détriment du bien-être, de la camaraderie, pour que c'en soit fini de : tout le monde savait et personne ne disait rien.
- **A comme agir** : cela suppose des règles claires pour que cela ne se reproduise pas, des règlements écrits sur les douches, le contact physique entre entraîneurs et jeunes, des process pour intervenir en cas de comportement générateur de violences. La règle du jeu, c'est un truc que les sportifs sont censés avoir en tête. Il faut donc un règlement interne.
- **S comme signaler** à la justice : les violences se reproduisent parce que les agresseurs sont impunis. La loi, ce n'est pas qu'une punition, c'est aussi une prévention. Le code pénal définit une obligation de signalement pour tout fonctionnaire ayant dans l'exercice de ses fonctions eu connaissance d'un crime ou d'un délit. Il est tenu d'en aviser le procureur de la

---))°((---

Réponse aux questions du public

Anne-Cécile Mailfert

S'agissant de la mixité, je dirais oui, si tant est qu'elle est pensée. Ce n'est pas parce que l'on met des filles et des garçons dans une même pièce que, par magie, les choses s'amélioreront. La mixité doit être pensée, on le voit dans les exemples que j'ai pu évoquer : si l'on ne travaille pas sur ce que signifie jouer ensemble et respecter l'autre, et si l'on ne pense pas l'égalité dans la mixité, celle-ci n'est pas en soi une solution magique qui mettra un terme aux violences. Il faut que les garçons cessent de considérer les filles comme des objets bizarres, il faut qu'ils nous regardent comme des sujets égaux et nous traitent d'égal à égal.

En ce qui concerne la presse, je suis d'accord avec ce qui a été dit. Quand j'effectuais mes recherches sur les affaires de violence faites aux femmes dans le milieu sportif, j'ai pu observer que la presse sportive était très tolérante avec ses champions et ses héros. Il serait d'ailleurs intéressant de comparer la manière dont les faits dont j'ai parlé aujourd'hui, mais aussi d'autres affaires, sont relatées par la presse sportive et par la presse généraliste. Dans la presse sportive, au-delà du fait de ne pas évoquer ce type d'affaires, il y a fort à parier que lorsqu'ils en parlent, c'est de manière encore plus tolérante, voire même encourageante, que la presse classique.

Enfin sur la manière dont on tolère que nos héros masculins puissent par ailleurs être des affreux avec leur femme. J'ai été choquée d'apprendre il y a trois semaines qu'un joueur de foot avait passé la nuit à fracasser sa conjointe contre des murs. En plus, il était ivre. Tout l'appartement était complètement saccagé parce qu'il avait utilisé la tête de sa femme pour casser les murs. Cela rejoint le problème général de tolérance des violences faites aux femmes dans notre société, et du fait que c'est le culte

des héros aussi. C'est-à-dire que la société considère que les sportifs ont le droit de faire un certain nombre de choses parce que ce sont nos héros, ils nous rapportent des médailles, ce sont nos champions, on adore s'identifier à eux.

Béatrice Barbusse

Cela étant, je ne voudrais pas non plus que nous laissions l'idée que tout est mauvais dans le sport. Madame a parlé du rugby féminin, et tous les sports sont bons à être pratiqués pour les femmes. Je ne voudrais pas que nous laissions ici cette idée que tous les hommes dans le sport se comportent mal. Ce serait caricatural. Bien sûr, il existe des « brebis galeuses », dont très certainement fait partie ***Pierre de Coubertin****. Vous avez raison de dire que peu de personnes savent vraiment qui il était. Je sais avec qui il « fricotait » à l'époque, notamment un certain* ***Frédéric Le Play*** *dont les idées n'étaient pas très progressistes, notamment par rapport aux femmes, à la famille, aux ouvriers. Donc, oui, il faut « découbertiniser » le sport. Peut-être faudrait-il également lui associer davantage de figures féminines.*

Les sportives sont aujourd'hui extrêmement peu médiatisées par la presse française ou étrangère. Tous médias confondus, les dernières statistiques du CAS indiquent qu'entre ***16 et 20% des sportives ont une couverture médiatique.*** *Tout le reste, ce sont des sportifs qui sont exposés. Mais il convient également de se pencher sur la manière dont la presse parle des femmes sportives : encore une fois, on constate que la presse, bien souvent, sexualise le sport féminin. Pour ceux qui regardent les Jeux olympiques, vous vous souvenez très certainement des propos de Candeloro. Sur la question du lien entre sport et violences, Une recherche est en cours actuellement sur la corrélation qui pourrait exister entre le fait que des hommes pratiquent des sports violents et leur violence à l'extérieur du terrain de sport.*

Quoiqu'il en soit, on nous (les femmes) relie toujours au corps, non pas pour soi, mais le corps perçu, le côté esthétique. Il faut que la sportive soit belle. On met cette beauté et cette grâce en valeur par des sous-entendus plus que graveleux. C'est cela aussi, les sportives dans la presse aujourd'hui ! Un important travail doit être mené en termes de formation des journalistes, à mon avis, sur toutes les questions liées à l'homophobie et au sexisme.

En ce qui concerne la mixité, il faut qu'elle soit pensée et organisée. Dans les certaines catégories, dans certains sports, la mixité existe déjà. Elle existe un peu dans les sports collectifs, mais pas suffisamment. Pour les Jeux olympiques et paralympiques de 2024, et même pour les prochains à Tokyo en 2020, de nouvelles disciplines seront mixtes, ce qui est une bonne chose. Je crois que nous faisons notre propre apprentissage aussi dans le sport, comme dans le reste de la société. Nous progressons peut-être lentement, mais ce dont je suis sûre, c'est que lorsque le milieu sportif aura avancé, cela diffusera dans l'ensemble de la société

---))°((---

Table ronde 2 : les freins à l'accès au sport des jeunes filles et les outils pour les favoriser

Marie-Françoise POTEREAU - Présidente de l'association FEMIX'SPORTS

Quand on parle de violences faites aux femmes, je fais immédiatement le lien avec les violences dans le sport et avec la question d'égalité femmes-hommes, tout simplement parce que le sport n'est pas encore égalitaire. On parle de mixité aujourd'hui, **mais mixité ne veut pas dire égalité**, ne veut pas dire parité, et dans le sport, nous partons de loin. En effet, comme cela a souvent été évoqué, le sport a été construit **par les hommes et pour les hommes**, avec des règles pour les hommes. Il s'agit donc d'un chantier sur lequel on défriche un maximum.

Hier soir, avant d'assister à un *conseil d'administration de la Fédération française de cyclisme, j'ai décidé de leur parler de cette journée car je pense qu'ils n'ont pas conscience [des violences dans le sport], même si on en parle beaucoup aujourd'hui dans les médias*. » J'ai rédigé une petite note destiné à tous les entraîneurs de la fédération. Elle commence ainsi : « *Messieurs…* », parce que nous n'avons que des hommes entraîneurs pour l'instant : « *Messieurs, savez-vous que nous sommes dans la semaine de lutte contre les violences faites aux femmes ? Je vous recommande de faire attention…* » Puis, j'égrène les différents points de vigilance. Je pense que si l'on n'en avait pas autant parlé cette semaine, je n'en aurais pas eu l'idée. C'est donc une prise de conscience soudaine, pour moi aussi qui suis dans le milieu sportif depuis des années.

Témoignage

Cet engagement pour la cause des femmes dans le sport ne m'est pas venu par hasard : mon métier, au départ, est celui de monitrice de ski. Or, quand vous avez passé le diplôme, la première mission que l'on vous donne consiste à vous occuper du jardin d'enfant, et non pas à prendre déjà en charge des groupes qualifiés. Puis, j'ai pratiqué le **cyclisme de haut niveau**. Je ne dis pas « cyclisme féminin » : en effet, encore aujourd'hui, quand vous êtes une femme on parle de « football féminin », de « rugby féminin », de « cyclisme féminin ». Pourquoi ? Pourtant, on ne joue pourtant

pas de la « guitare féminine » ! C'est la raison pour laquelle je dis que je pratique le cyclisme de haut niveau, sachant que j'ai été confrontée à tout ce qui a déjà été évoqué tout à l'heure.

« Jeannie Longo et moi, nous avons été suspendues parce que nous avons osé prendre le départ d'une course de garçons. Aujourd'hui, les filles et les garçons courent ensemble s'ils le veulent ! »

Puis, le bâton de maréchal, c'est lorsque j'ai voulu être **cadre technique** à la fédération et endosser des **postes à responsabilité**, comme celui de directrice technique. En 1992, quand je présente le concours de professeur de sport, catégorie A, de la fonction publique, j'essuie un refus du ministère, par un courrier - « collector » - à ce sujet qui explique que le concours n'est pas ouvert aux femmes en cyclisme. J'avais alors deux solutions : soit d'aller exercer un autre métier, peut-être continuer celui de monitrice de ski, soit de me dire : « *Je suis une battante, je continue, je vais jusqu'au bout et je vais ouvrir les portes* » … jusqu'à ce que je puisse repasser le concours en 1996 que j'ai réussi au grand dam de ma fédération, car un seul poste était vacant, qui était bien sûr destiné à un homme. Mais je suis sortie première aux écrits, ce qui m'a permis ensuite d'emboîter le pas.

Pour autant, je n'ai pas eu de poste après ma réussite au concours. Le président de l'époque m'a dit : « *Non, ce n'est pas un métier de femme et je n'aurai jamais une femme cadre technique, donc va en Direction régionale jeunesse et sport, c'est vraiment là que tu seras bien*». J'y suis allée, mais au bout d'un an et demi, un président est venu me voir et m'a dit : « *Tout compte fait, je vais tenter le challenge de prendre une femme à un poste de cadre technique* ». **Tenter le challenge**, ça ne vous met pas la pression ! De fil en aiguille, je suis arrivée au poste de **directrice adjointe**, mais le poste suprême, le poste de directrice technique de fédération, je ne l'ai pas eu parce qu'il est encore dédié aux hommes. Je suis revenue par une autre porte en tant que **vice-présidente** dans cette même fédération.

« C'est un **parcours de combattantes**, il ne faut rien lâcher. Au fur et à mesure, j'ai fait progresser la cause, dans ma fédération mais aussi dans les autres « disciplines ».

Malgré toutes les législations qui existent dans le sport, ce n'est pas encore facile, même si les lois sont appliquées, même si des sanctions sont prévues. Il faut s'inscrire dans la durée. Dans le jargon cycliste, je dirais que nous sommes « sur le grand braquet » dans la mesure où nous avons des politiques publiques qui sont aujourd'hui engagées sur cette thématique. Le livre écrit par Béatrice Barbusse et tout ce qui se fait autour de l'égalité femmes-hommes, voilà ce qui fait aujourd'hui la force de notre combat sur cette thématique.

Dans les fédérations, il existe aujourd'hui deux types d'implication :

- vous pouvez être **engagé.e associativement**, et c'est un engagement bénévole, comme par exemple quand vous êtes présidente ou vice-présidente d'une fédération, ou secrétaire générale.
- Il existe par ailleurs un dispositif de **cadre technique**, c'est-à-dire des personnes employées par le ministère, et mis à disposition des fédérations.

C'est important que des femmes soient à ces postes car parler des violences sexuelles lorsqu'on n'est encadrée que par des hommes, c'est impossible. Je me souviens de l'encadrement masculin à mon époque. Nous n'avions même pas une kinésithérapeute femme! Or, nous n'allions sûrement pas parler de nos problèmes personnels à des hommes.

Par le biais de la circulaire de 2012, sachant que nous avions eu déjà un premier gouvernement paritaire, des textes, des rapports sexués sont parus. « *C'est comme quand on veut perdre du poids sans balance, si on n'a pas* ***les indicateurs chiffrés****, on ne va pas avancer beaucoup* ».
Aujourd'hui, je milite pour que nous ayons des femmes **à la tête des responsabilités techniques**, et de fait, nous sommes passés d'une seule femme directrice technique à **douze femmes** aujourd'hui. Cela a pris huit ans. Tout récemment, la semaine dernière, j'ai su qu'une femme avait pris le poste à la **fédération de randonnée pédestre**, après une bagarre de quelques mois. Ma collègue de la **fédération d'équitation** a eu les meilleurs résultats aux JO. Nous avons des personnes performantes, nous réussissons ! Si vous êtes une femme et que vous ne réussissez pas, **votre légitimité** est remise en question. En revanche, cela ne pose aucun problème s'il s'agit d'un homme ! Nous avons aujourd'hui vingt-quatre femmes adjointes de ces cadres. Il s'agit là d'un bastion à faire bouger parce que, quand vous occupez le poste de directrice adjointe, on vous attribue systématiquement **le suivi social des sportifs** de haut niveau et la formation… tout simplement parce que l'on considère qu'une femme doit s'occuper du social. En revanche, vous ne pouvez pas prendre la responsabilité du haut niveau.

Quand j'interviens dans les entreprises, je constate le même phénomène : les femmes **plafonnent** à un certain seuil de responsabilités.

En ce qui concerne les postes de cadre technique, il s'agit là d'un vrai sujet aujourd'hui, dont nous débattons notamment avec la fédération de handball. En effet, de moins en moins de femmes postulent aux postes d'entraîneurs, et cela parce que le métier tel qu'il existe aujourd'hui a été conçu pour les hommes, c'est-à-dire que vous êtes en déplacement un week-end sur deux quand vous coachez une équipe de sport collectif et il faut que vous soyez dévoué corps et âmes, 24h/24, etc. Je pense qu'il existe un levier qui consisterait à **changer la façon de travailler, à changer le modèle**, et à dire aux recruteurs que sont les fédérations : « *Pouvez-vous lui laisser un week-end sur deux ? Pouvez-vous concevoir qu'il soit en co-coaching, c'est-à-dire comprendre que chacun peut aspirer à un moment donné à du temps personnel ?* ». Pour ma part, je me rappelle avoir eu ce que j'appelle le syndrome de « **la surexigence** » : lorsque j'ai pris le poste de directrice adjointe, pour faire mes preuves, je pensais qu'il fallait que je travaille énormément, et que je sois la femme « parfaite » qui remplit toutes les exigences professionnelles. Or, ce n'est pas cela qui m'a valu ensuite d'occuper le poste suprême. Il faut donc faire travailler nos modèles associatifs très différemment, sur les postes de cadre technique, mais aussi sur le modèle associatif. Une femme ne va pas s'engager sur un poste à responsabilité si on lui demande d'être présente 24h/24, d'être prise tous les week-ends. Le plus grand chantier, celui de la prochaine olympiade voire jusqu'à 2024, sera celui de **changer le modèle associatif sportif dans sa gestion et dans ses gouvernances.**

Ce qui n'est pas vu n'existe pas.

En ce qui concerne la **médiatisation des femmes sportives**, nous sommes passés de 7 à 20 % aujourd'hui. Or, 20 %, c'est encore très peu. Dès l'instant où l'on ne montre pas du sport féminin, nous ne réussirons pas à susciter un véritable engouement.

Néanmoins, les audiences augmentent énormément, et en ce qui concerne la pratique sportive, nous observons une augmentation du nombre de licenciées depuis un an.

Les violences faites aux femmes dans le sport, c'est un phénomène récent, qui touche énormément d'athlètes mineures. **Et 80 % des agresseurs sont des hommes.** On pense que ces violences ne peuvent pas exister dans le milieu du sport. Pourquoi ? Parce que c'est un milieu considéré comme sain, un milieu soi-disant sécurisé, favorisant le développement positif des jeunes. On voit donc combien ces préjugés ne sont pas favorables à une parole libre sur ce sujet. En termes de **prévention**, on doit former les entraîneurs dans les fédérations, former les cadres, sensibiliser les différents acteurs. Les kinésithérapeutes doivent être sensibilisé.e.s. Il importe aussi de toucher les parents, qui parfois, préfèrent fermer les yeux en raison des enjeux de carrière pour leurs enfants. Enfin, une prise de conscience des fédérations est aussi indispensable.

Je dois aussi vous avouer ce matin qu'en repensant à ma carrière, je me suis dit qu'à certains moments, j'avais vu des situations que j'aurais dû dénoncer. J'avais vingt-deux, vingt-trois ans. Pourquoi ne l'ai-je pas fait ? Très sincèrement, parce que j'avais peur de ne plus être sélectionnée en équipe de France. L'autre raison, c'est que je me disais que **l'on ne me croirait pas**. J'ai 59 ans, vous voyez un peu le temps qu'il a fallu pour que je prenne conscience des choses ; et le fait que l'on en parle, c'est cela aussi qui permet de libérer la parole aujourd'hui.

Pour conclure, développons les **plans de féminisation** qui constituent un outil pour aider les fédérations à féminiser davantage leur encadrement. Merci.

---))°((---

Yves Raibaud, géographe, maître de conférences, Université Bordeaux Montaigne, chargé de mission égalité femmes hommes, membre du Haut Conseil à l'égalité femmes hommes

Je rappelle pour commencer qu'il existe une littérature scientifique assez abondante sur les femmes et le sport. Je pense notamment aux travaux de **Catherine Louveau**, de **Cécile Ottogalli** sur l'enseignement du sport, de **Betty Mercier**, d'**Anaïs Bohuon** sur les sportives de haut niveau. Il convient également de rappeler que les violences dans le sport sont des violences machistes, donc également homophobes, et nous pouvons citer les travaux de **Philippe Liotard** sur ces questions, ainsi que ceux de géographie du sport et de géographie du genre, qui sont bien représentés cet après-midi par ma collègue **Edith Maruéjouls**.

Un des buts du sexisme et de la violence dans le sport (et un de leurs effets) est l'**appropriation** des terrains, des espaces, des subventions. C'est la raison pour laquelle il nous faut aussi travailler en inversant les priorités, c'est-à-dire en observant d'abord les **inégalités budgétaires et matérielles**,

ensuite leurs causes et leurs effets. Les éléments de cadrage ont été présentés tout à l'heure, le plafond de verre et cet entonnoir, et surtout, le dernier item qui me paraît important

> Les femmes perçoivent 8 % des rémunérations du sport professionnel. Quand on sait le volume économique que représente le sport professionnel aujourd'hui, on comprend que ceux qui captent les 92 % restants n'aient pas envie de laisser la place sur cette manne.

S'agissant des **données européennes**, nous avons des chiffres comparables, et nous disposons également d'un certain nombre d'analyses. Il est toujours intéressant de se référer aux textes européens dans la mesure où ils nous indiquent un cadre légal, qui pointe **une offre peu diversifiée**, des problèmes **d'accessibilité aux installations sportives**, un manque **de créneaux réservés aux sportives**, et **une sous-représentation des femmes dans l'encadrement** technique et administratif.

Le *Gender building* comme outils d'analyse des subventions sportives

Nous avons effectué un travail très concret avec les villes de **Bordeaux** et de **Genève**, que vous pouvez trouver en ligne sur le site de la Ville de Genève. Je vais vous en donner quelques éléments pour parler de la méthode, et je vais surtout parler des questions de sexisme qui apparaissent dans ces études. La méthode de travail consistait à travailler d'abord sur le ***gender budgeting***, c'est-à-dire à examiner les subventions accordées aux clubs, les occupations des équipements, tous ces détails qui revêtent une grande importance et pour lesquels nous avons relativement peu de chiffres précis. Ensuite, nous avons réalisé des **enquêtes en ligne**, avec de nouvelles méthodes possibles grâce aux réseaux sociaux. Suite à ces enquêtes en ligne, nous demandons aux personnes qui ont répondu si elles sont d'accord pour participer à des **groupes d'entretien**, ce qui nous permet un travail plus compréhensif des situations. Les observations de terrain font ensuite partie des travaux de de **micro-géographie**. Un aspect très intéressant, que l'on pourrait qualifier d'ethnométhodologique, consiste à rencontrer les responsables d'équipements sportifs, les élu.e.s, les sportives et sportifs de haut niveau pour leur demander, par exemple : « *75 % des budgets sont consacrés aux garçons, qu'en pensez-vous ?* » Ou bien : « *Il y a des équipements qui sont uniquement masculins, quel est votre avis sur ce sujet ?* ». Cette démarche est intéressante pour observer **les freins et les résistances** au changement.

Nous avons pu détailler activité par activité le nombre d'adhérents total et le nombre d'adhérent.e.s femmes dans les clubs sportifs à Bordeaux.

Le parti que l'on peut tirer de ces chiffres est de montrer qu'à Bordeaux, 37,3 % de femmes sont licenciées, ce qui a rassuré l'adjointe au maire très dynamique de Bordeaux qui est très attachée à l'égalité.

> Quatre sports comptent plus de 80 % de licenciées féminines, quatorze sports comptent plus de 80 % de licenciés masculins, trois sports comptent plus de 1000 licenciées féminines. Ensuite, nous avons un petit groupe de sports dits mixtes, c'est-à-dire mixtes et non-mixtes, comme le volley, par exemple, mais où les équipes peuvent s'entraîner dans les mêmes locaux, partager le même club. Nous avons aussi des clubs mixtes : escalade, randonnée, nautisme, athlétisme, badminton, qui montrent que finalement, le sport mixte est possible.

Voici un autre tableau, qui porte sur les travaux que nous avons menés sur la ville de **Genève**. Il est important de dire qu'il faut que ces études soient financées par les collectivités car dès lors qu'elles financent ces études, elles s'engagent à donner les chiffres. Parmi ceux-ci, on peut relever le montant des **subventions** par clubs.

Subventions ordinaires aux clubs et associations de la Ville de ...
(18 sports les plus subventionnés par montant de subventions + ratio H/F)

Activité	Nbre de clubs	Nbre d'adhérents	Montant	% F
Football	17	20 095	460 900	4,9 %
Basket	13	3137	344 400	26 %
Natation	13	4240	272 800	46 %
Volley-Ball	11	3804	263 200	48 %
Gym	8	7019	242 800	79,5 %
Voile	2	4448	171 100	28 %*
Handball	3	961	160 800	30 %*
Ski	6	987 *	146 000	47 %
Athlétisme	7	417	142800	43 %
Hockey	4	273	120 000	0,5 %
Tennis	6	24 261	95 900	38 %
Badminton	3	1852	82 500	36 %*
Rink-Hockey	3	Non renseigné	75 300	4,5 %*
Cyclisme	2	1547	71 000	11 %
Rugby	3	922	69 700	7 %
Judo/Karaté	1	Non renseigné	70 000	24 %**
Tennis de table	3	Non renseigné	55 800	14 %**
Alpinisme/Trek	2	2376	40 600	24 %

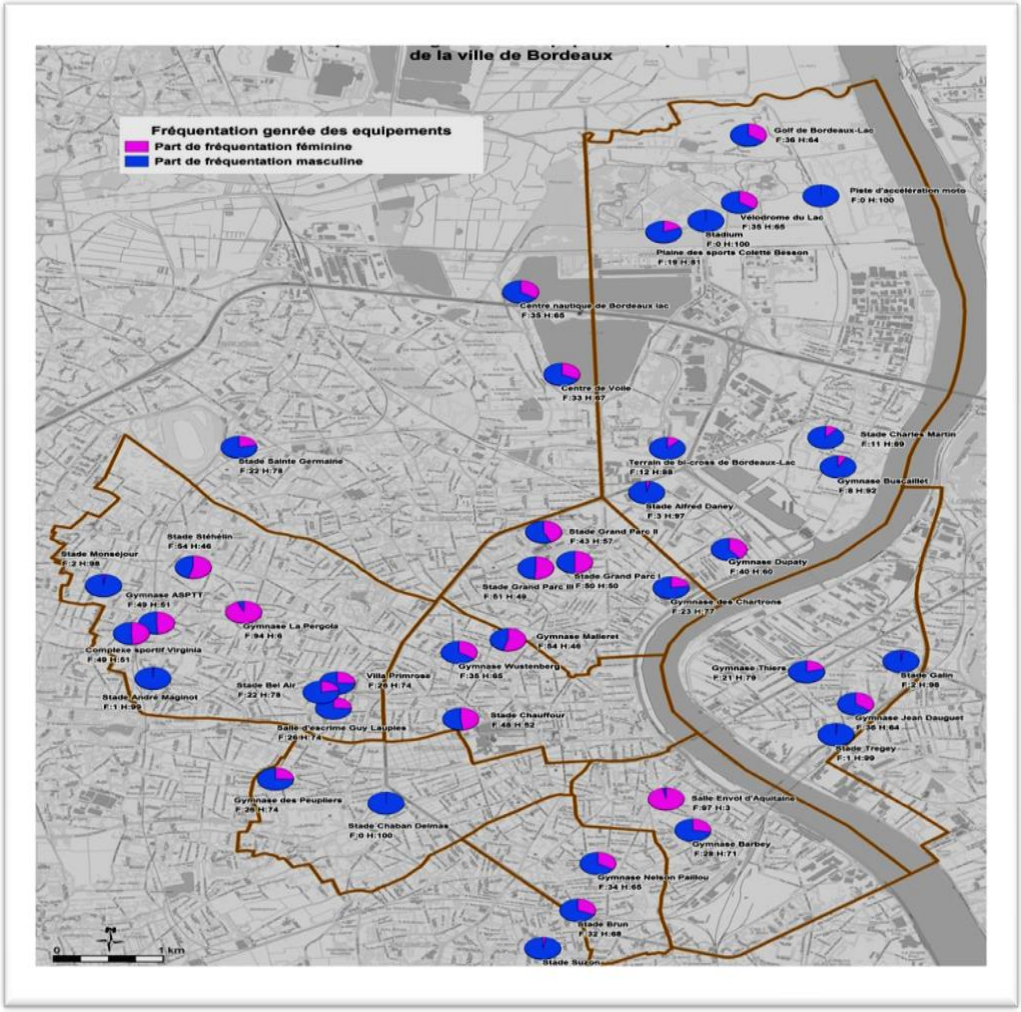
Source : Enquête Analyse des facteurs influençant les pratiques sportives des femmes en Ville de Genève, février 2017.

On voit que les deux premiers sports les plus subventionnés sont des sports à plus de trois quarts masculins. Ensuite, nous avons deux sports qui sont mixtes, enfin, égalitaires au niveau des licenciés. Puis un sport non-mixte féminin, et de nouveau deux sports très majoritairement masculins, deux sports mixtes, et une nouvelle fois des sports majoritairement masculins.

Finalement, les femmes sont bien représentées dans le sport, mais quand l'addition arrive à la fin, on constate qu'à Genève, qui pourtant est à un bon niveau de sport féminin, **68 % des subventions versées aux clubs reviennent aux hommes**. C'est un cercle que l'on pourrait qualifier de vicieux puisque, de fait, 56 clubs sont vraiment destinés aux hommes, de par la pratique, ce qui donne aux hommes qui arrivent dans une ville beaucoup plus de choix, beaucoup plus de nombre d'actifs, beaucoup plus d'équipements.

A l'inverse, six activités sont pratiquées par les femmes et les hommes dans une proportion de plus de 30 % par les femmes, avec 46 clubs. **L'offre est donc moins importante pour les femmes**, et

souvent, des femmes qui ont été footballeuses, basketteuses, etc. ne trouvent pas dans une ville où elles arrivent un club équivalent à leur pratique, si bien qu'elles se tournent vers d'autres pratiques qui sont parfois des pratiques non-mixtes féminines. Dès lors, on constate que le choix de l'activité participe à la reproduction d'une forme de discrimination de l'offre sportive pour les femmes.



Cette carte est intéressante pour **repérer les équipements** de la ville de Bordeaux puisqu'un comptage a été effectué par une équipe d'étudiant.e.s sur la présence des femmes et des hommes et des effectifs. On voit quelques lieux non-mixtes féminins, qui représentent les salles de danse, puis un groupe d'équipements qui sont partagés par les sports mixtes et non-mixtes, et beaucoup d'équipements entièrement occupés par les garçons.

Cela signifie que quand on dit que 68 % ou 70 %, 72 % des subventions vont aux clubs de sport masculin, il faudrait ajouter, l'amortissement, l'entretien de ces équipements, ce qui aboutit de fait à un chiffre de 84, 85 % des moyens financiers attribués au sport masculin.

Les empêchements de la pratique sportive par les femmes

Les principaux empêchements de la pratique sportive par les femmes qui ont été cités dans l'enquête en ligne sont les suivants : **le manque de temps, le cumul travail-famille, la vie familiale qui est prioritaire sur le sport, la santé, les blessures, la grossesse, la maladie, le coût financier.** Dans la mesure où l'offre municipale ou l'offre des clubs peu chers est peu accessible aux femmes, on observe **un repli** vers des activités de proximité qui correspondent aux temps de vie des femmes, mais qui ont un coût, telles que le fitness, l'aquagym ou autres activités autour des sports de bien-être. Les autres empêchements cités sont **le sentiment de sexisme** dans les pratiques sportives venant de la famille, de l'entourage, de l'encadrement du club, de la salle, d'un **sentiment d'inégalité** par rapport aux hommes, du **manque de considération** pour leur pratique.

Un chiffre apparaît intéressant : si 30 % des femmes disent apprécier l'entre soi féminin, 85 % aussi disent souhaiter des pratiques sportives mixtes. Donc, la ségrégation des sexes dans le sport ne vient pas d'une vocation des femmes à se replier sur elles-mêmes dans des activités, même si cet entre-soi existe et soit compréhensible, pour toutes sortes de raisons que nous aborderons par la suite.

Le sexisme dans le sport

Parmi les personnes qui ont répondu à l'enquête en ligne, 26 % disent en avoir été victimes, et 30 % en avoir été témoins. Ce faible niveau de ce score par rapport à la réalité du sexisme tel qu'il apparaît aujourd'hui dans la presse s'explique de plusieurs façons :

- D'une part, il faut prendre en compte le fait que les pratiques sportives féminines et masculines étant séparées, l'entre soi féminin peut, d'une certaine manière, servir de protection relative.
- D'autre part, et cette deuxième explication est plus probable, intervient la question de la conscience et du refoulement. Ainsi **51 % des étudiantes** interrogés disent avoir victimes de sexisme dans le sport, ce qui montre dans les jeunes générations une prise de conscience beaucoup plus importante de ces questions de sexisme et de violences sexuelles.

Les auteurs d'agressions sont majoritairement d'autres sportifs mais aussi pour **18%** de l'encadrement.On a également les passants pour les pratiques sportives libres, puis l'entourage. Nous n'avons pas de surprise non plus, malheureusement, sur les réactions de la victime qui ne signalent pas les agressions aux responsables des clubs et équipements sportifs: « *J'ai ignoré les remarques* », « *J'ai réagi avec humour* », « *J'en ai parlé autour de moi* », « *Je me suis énervée* ». Il convient tout de même de relever **5 %** de personnes qui ont changé de lieu ou arrêté leur pratique à cause d'actes sexistes. Cela montre bien le **facteur d'intimidation** du sexisme et des violences sur les sportives, qui les conduit à dégager, à décamper, pour laisser toute la place au groupe dont font partie des agresseurs.

Dans les entretiens qui ont été menés par **Laetitia César-Franquet**, sociologue bordelaise, ces mêmes items ressortent. Quand on dénonce le sport sexiste ou le sport performance violent, on a toujours tendance à se référer aux **sports de compétition**, qui mobilisent des moyens publics, drainent de l'argent, sont très visible, et à oublier tout **le sport invisible** qui consiste à améliorer sa santé, à prendre du plaisir, à être en bonne forme physique : un sport largement pratiqué par toute la population, dont évidemment les femmes, les enfants, les personnes âgées, femmes et hommes,

ainsi que les personnes handicapées et autres. Donc, dénoncer le sexisme et les inégalités seulement dans les sports de compétition nous empêche d'imaginer les alternatives qui se développent vers d'autres types de pratiques sportives.

L'aspect positif, c'est que si les jeunes filles, souvent, abandonnent le sport à l'adolescence pour des questions de sexisme, si les femmes arrêtent le sport souvent pour des questions de maternité, on observe aussi que **le retour à la pratique sportive** est évident, immédiat, et correspond à un idéal de bonheur, de jouissance, de bien-être. Quant à l'aspect du sport sur l'espace, qui est aussi notre préoccupation de géographe, on voit bien que ce sport est un **moyen d'émancipation** dans la ville : courir dans la ville, faire du vélo dans la ville, c'est une manière de s'affirmer, d'affirmer un corps libre dans la ville, et ces dimensions sont intéressantes à prendre en compte pour les collectivités quand elles pensent développer le sport.

Les pratiques libres, qui sont des pratiques choisies, sont cependant des pratiques contraintes dans la mesure où les horaires, le temps de vie des femmes, qui sont bien analysés dans l'enquête, ne leur permettent pas forcément de se libérer à 18 heures le soir, le week-end, etc. En raison de tous ces problèmes d'organisation de l'emploi du temps, les pratiques de sport libre sont des pratiques que l'on peut planifier dans sa journée, mais il faut gérer les contraintes : le samedi matin, le soir, à l'heure des devoirs, quand il faut garder les enfants, par exemple. Vous pouvez lire les propos de cette femme qui dit : « Mon conjoint, lui, pratique sans se poser de question ». Ou encore cette sportive qui dit : « J'aurais bien fait du basket ou du foot mais je ne trouvais personne avec qui en faire ». Cette personne n'a pas trouvé d'équipe et s'est donc tournée vers le fitness. Ces exemples montrent bien aussi comment il existe des engrenages et des enchaînements qui éloignent du sport.

En ce qui concerne l'aspect financier, non seulement les femmes bénéficient très peu des subventions publiques destinées au sport, mais en plus, elles paient leur sport. Cette donnée est tout à fait caractéristique et rappelle aussi des constantes sur toute une série de consommation où les femmes paient plus cher que les hommes.

Sexisme ordinaire et agressions sexuelles

Les témoignages sont nombreux, par dizaines. Je vous en livre quelques uns, qui montrent notamment les obstacles dus au confort, à l'hygiène, à la pudeur, avec un aspect vestiaire qui est important : « *J'aime pouvoir prendre ma douche toute seule* », « *Maintenant, dans toutes les douches, on ne peut plus se doucher nue car les mecs sont venus mater, on doit garder le maillot de bain* ». Les critiques sur la piscine portent notamment sur ce **manque d'intimité**. Nous avons également recueilli des témoignages de micro-discriminations qui sont vexantes : « *Au judo, l'entraîneur est venu voir les femmes une par une pour leur indiquer de mettre un T-shirt sous leur kimono, ce n'est pas le cas des hommes, il fallait le T-shirt jusqu'au cou, surtout pas de décolleté* ». A l'inverse, on leur reproche parfois d'être trop habillées : « *Quand j'arrive à l'entraînement au volley, on me dit : "Déshabille-toi, il faut mettre un mini-short juste en dessous des fesses", alors que je mets un short trois-quart* ». Nous avons également un témoignage concernant les tenues à la danse : « *Ce qui m'avait fait arrêter la gym, c'était le justaucorps obligatoire, j'étais un peu rondelette…* ».

Et nous avons aussi des témoignages qui montrent **le sexisme** réel à l'œuvre et les **agressions sexuelles** : « *J'arrive dans une piscine publique, le maître nageur me voit me diriger vers la ligne*

rapide et me fait remarquer que je vais sur cette ligne. Je lui réponds : "Oui, et alors, c'est quoi le problème ?" Il m'a répondu : "Ben, faut nager vite !" ». Ou encore : « *Les garçons, soit du basket soit du hand sont avant ou après nous, et on a des remarques : "Bon, les filles, nous, on vient vraiment faire du sport, on a notre entraînement*", ou bien : *« Moi, je fais du basket, votre truc de fessiers fermes, je m'en fiche* ».

Parmi les choses plus courantes également, nous avons eu le témoignage suivant : « *J'ai repris le badminton, mixte, ambiance sympa. Sur un groupe WhatsApp, un ou deux types ont commencé à mettre des trucs hyper sexistes, genre des photos de filles avec la raquette de badminton et les fesses en arrière, je suis intervenue car c'est arrivé sur mon téléphone, c'était gênant, ça a fait tout un pataquès, j'étais l'emmerdeuse de service, ça a cassé l'ambiance, je ne suis pas retournée jouer* ». Une autre joueuse dit : « *Un des instructeurs était insupportable, il traînait autour des machines, et il aimait bien venir m'emmerder : "Ouh, il fait chaud ici, tu ne viendrais pas prendre une douche avec moi" ?* » Le sexisme sévit aussi dans le sport libre, dans la ville: « *Plusieurs de mes amies ont eu des soucis en allant au sport habillées en tenue sportive, du coup, j'ai arrêté de m'habiller en tenue de sport* » ou « *Je me suis fait attaquer au bord du Rhône en fin de journée, je crois que la personne voulait me dire un truc, mais comme je courais vite, il m'a attrapée et ça a déchiré mon T-shirt* », « *J'ai croisé un exhibitionniste* ». Ces comportements sont révélateurs du fait que quand on ne peut pas pratiquer le sport en club ou en salle et qu'on le fait **dans l'espace public,** le harcèlement continue.

La mixité

En ce qui concerne la mixité, je relèverais juste ce petit mot : *« La mixité, pourquoi pas, si les hommes font un effort*». Je vous laisse par ailleurs savourer les réponses, cela peut être des bonnes ou des mauvaises raisons : certaines femmes, mais ce sont surtout des sportives qui sont très engagées, des judokas, des nageuses, etc., disent : « *S'entraîner avec des hommes nous permet de progresser, parce que les hommes sont plus compétitifs* ». On retrouve aussi des **clichés**, du genre : « *Au volley, la mixité apporte à l'équipe car, eux, ils sont plus en force, et nous en finesse* ». Mais la même personne explique qu'elle a dû arrêter le volley parce qu'un garçon tapait très fort et qu'elle avait saigné du nez. De ce fait, elle a dit : *« Je ne joue plus avec des hommes* ». Comme vous pouvez le constater, ce sont des situations qui ne sont pas toujours négociées. Il y a également l'exemple du skatepark, qui est très masculin. Nous en avons déjà parlé, de même que les traditions machistes dans certains sports.

En conclusion, quatre points :

1. l'idée de partir du « gender budgeting » (ou *budget genré*) permet d'**objectiver** les discriminations des femmes dans le sport et de ramener cette exclusion à des éléments matériels et matérialistes. S'il y a de l'intimidation, s'il y a des violences, c'est aussi dû a l'argent, l'espace. Cette puissance sur les espaces et sur l'argent permet également de discriminer les femmes, d'une part, et de les « consommer », d'autre part.
2. Un élément apparaît très clairement, à savoir le phénomène de **décrochage**, comme le montrent les travaux **d'Edith Maruéjouls**, qui vient du sexisme, des stéréotypes de sexe, parfois encouragés par les professeurs de sport. C'est par exemple le professeur de sport qui dit : *« Oui, vous, les filles, de toute manière, ce n'est pas la peine de faire un troisième tour, vous n'y arriverez pas* ». Mes collègues qui ont travaillé sur l'enseignement du sport ont constaté cette discrimination.

3. Le sexisme, le harcèlement et les agressions sexuelles sont efficace pour **éloigner les sportives** des ressources et **décourager leur pratique** libre dans la ville. Les pratiques sportives mixtes sont écartées dans les politiques publiques, et cela profite au sport masculin. La non-mixité s'est projetée à l'extérieur et les **privilèges masculins** se sont reconstitués en particulier dans le sport. Pourquoi ne veut-on pas du sport mixte ? Qu'est-ce qui l'empêche vraiment, à part la mauvaise volonté des hommes ?
4. Enfin, je pense qu'au niveau des politiques publiques, le sport, et notamment **le sport libre**, encadré ou non, est un bon moyen de développer **une mixité visible** dans l'espace public. Si l'on prolonge la réflexion avec des objectifs sociétaux qui sont de faire une ville égalitaire, qui soit plus douce, moins violente, on s'aperçoit que le sport peut être un moyen pour les femmes de **reconquérir l'espace** perdu en ville.

Pour finir je voudrais remercier toutes les personnes avec qui j'ai travaillé, c'est-à-dire **Laetitia César-Franquet, Arnaud Alessandrin, Ariane Van-Ghelue**, étudiante en géographie à Bordeaux, et puis **Carine Domingos**, étudiante en géographie à Genève.

Dans le prolongement de son Programme «Genre et sports», la Ville de Genève a lancé en 2016 une enquête sur le sport féminin, pour mieux comprendre les facteurs qui influencent les pratiques sportives des femmes. Les résultats de cette enquête doivent permettre d'orienter au mieux l'offre sportive pour répondre aux attentes exprimées par les femmes.
Voir : http://www.ville-geneve.ch/dossiers-information/genre-sports/enquete-ligne-2016

---))°((---

Réponses aux questions du public

Marie-Françoise Potereau

Aujourd'hui, nous avons un taux d'environ à 37,6 % de sportives de haut niveau, si bien que nous avons une prise en compte beaucoup plus importante des sportives de haut niveau que par le passé. Lors des Jeux olympiques de Londres, 44 % de notre délégation était composée de Françaises. Nous avons gagné 44 % des médailles. Sur la grossesse : auparavant, on parlait de double-projet, pour des sportives comme pour des sportifs. Aujourd'hui, on parle de projet de vie d'un.e athlète de haut niveau car les carrières s'allongent, que l'on soit garçon ou fille, et pour une fille, il y a une rupture de carrière pour une grossesse. Sachez qu'une mesure a été prise voici maintenant sept ou huit ans à ce sujet. Avant, quand vous étiez enceinte, vous perdiez votre statut de sportive de haut niveau. Les conséquences étaient importantes parce que si vous perdiez une ou deux années, notamment en termes de reconversion, il fallait cinq ans pour pouvoir prétendre à un statut de reconversion. Aujourd'hui, quand vous êtes enceinte, vous gardez votre statut de sportive de haut niveau. Sur le retour après la grossesse, il nous est difficile de faire en sorte que nos sportives de haut niveau reviennent réellement et à un haut niveau. Est-ce la charge sociale qui arrive et qui n'est pas suffisamment prise en compte ?

Je voudrais également souligner le fait que les prochains Jeux olympiques verront de plus en plus de disciplines ***rentrer en mixité*** *: athlétisme, judo, triathlon. Cela fait la part belle au sport féminin. C'est un véritable enjeu, et cela signifie que l'on va encore considérer davantage la gent féminine sur ces aspects de performance. J'ai piloté le groupe Femmes et sports de Paris 2024, et mon fil conducteur a été : qu'est-ce que sera le sport égalitaire en 2024 ? Nous avons remis* ***treize préconisations****, qui portent sur l'accès à la pratique, l'accès aux responsabilités, mais aussi le spectacle sportif.*
Pour répondre à la deuxième personne sur l'invisibilité de la place des femmes dans l'espace public, je crois qu'il faut que ce soit aussi un enjeu des pouvoirs publics, et qu'il faut l'inscrire réellement dans les conventions d'objectifs à la fois avec les collectivités et avec les fédérations. Je peux vous indiquer un chiffre : ***5,7 millions d'euros ont servi à financer des actions exclusivement en direction du public féminin****.*
Sur les équipements, j'ai vu des disciplines, comme le hockey sur glace, où il n'y avait pas de vestiaires pour les filles. Elles allaient se changer dans le vestiaire des arbitres ou bien n'importe où. Cela insécurise, les parents au premier chef. Aujourd'hui, dans tous les équipements nouveaux qui se créent, le financement du CNDS, donc de l'État, doit comporter des ***équipements spécifiques féminins.***

Yves Raibaud

S'agissant du sport universitaire*, en tant que chargé de mission égalité femmes-hommes de l'université de Bordeaux Montaigne, je vous répondrais que nous sommes une* ***université égalitaire*** *qui a mené beaucoup de travaux sur ce sujet, et où le sport est encore un secteur sinistré puisque si 50 % de filles pratiquent un sport, elles s'entassent dans des salles vétustes et les terrains extérieurs, insécure le soir une partie de l'année, sont peu fréquentées par les filles, et ce, dans l'indifférence générale.*
Les équipes de Sciences Po qui se déplacent pour les tournois universitaires sont quasi exclusivement des équipes de garçons, parfois accompagnés par des filles acculturées à la ***culture sexiste*** *des étudiants, de type pom-pom girls, ce qui donne des rencontres inter-universitaires absolument navrantes de bêtise sexiste (« violleyeurs » et autres slogans).*
J'ajouterai un dernier élément sur le sport universitaire : une équipe de l'IUT de mon université voulait présenter une équipe mixte, tout simplement parce que des joueuses de haut niveau pouvaient se mélanger aux garçons, et les garçons étaient très contents d'avoir une équipe avec des bonnes joueuses. Or, cela a été ***refusé par la Fédération du sport universitaire****, au prétexte que la Fédération française de football développe le sport féminin et encourage le football à sept, et refuse les équipes mixtes. La deuxième raison invoquée a été que l'on ne pouvait pas garantir la sécurité des sportives sur les terrains de sport. C'est vous dire l'état de délabrement de cette question de la mixité dans le sport universitaire.*

Pour les espaces publics, *les* ***équipements d'accès libre*** *cristallisent cette présence des garçons. Dès lors, en l'absence de tels équipements, on trouve finalement d'autres solutions pour faire du sport. On peut ainsi observer sur des espaces aménagés comme les quais de Bordeaux ou les quais du Rhône, qu'on peut faire du skate ou jouer au ballon sans avoir besoin de terrain, on peut tendre un fil entre les arbres pour faire de l'acrobatie, du jonglage, on peut s'asseoir et pique-niquer. Pourquoi vouloir toujours avoir des équipements prescrits, dont on sait par définition qu'ils seront utilisés par* ***100 % de garçons*** *? Quand ils existent, il faut les reconquérir. Pourquoi ne pas jouer au badminton sur les citystades (idée de Christine Guillemaut) ? Et pourquoi ne pas banaliser un jour par semaine* ***dédié aux filles*** *sur certains équipements, à l'instar de certaines villes suédoises qui ont consacré un jour ou deux jours de skatepark non-mixte de façon à ce que des groupes de filles puissent s'accoutumer à la*

pratique et progresser dans leur pratique de planche ? Cela peut aussi avoir des effets vertueux puisqu'une fois que les filles ont pris de l'assurance, elles reconquièrent peu à peu l'espace. En tout état de cause, personnellement, je préconiserais plutôt, si des élu.e.s sont présent.e.s dans la salle, de geler la construction de ces équipements ***tant qu'ils ne seront pas redevenus mixtes.***

La ville de Genève *a aménagé la berge du Rhône. L'été, il sort du lac Léman une eau à 20°ou 21°C, très claire, très belle. On peut plonger, nager, se laisser porter par le courant. C'était une baignade considérée comme dangereuse. La mairie a aménagé des digues, ce qui a donné une baignade mixte, intergénérationnelle, très ludique, avec des enfants, et où l'on rencontre très peu de problèmes. On voit bien qu'avec* ***un peu d'imagination****, on peut utiliser la nature, la configuration, pour voir comment cela fonctionne. Souvent, c'est l'usage qui nous le dit. Surtout, il ne faut pas se précipiter en cherchant à réaliser de l'aménagement pour les jeunes. Il faut tester ce qui marche et penser avant tout à la mixité des publics, de façon à ne pas laisser les jeunes filles dans la périphérie mais leur permettre d'être au centre, en toute sécurité.*

Marie-Françoise Potereau

Je ne compare pas un 100 mètres masculin à un 100 mètres féminin. Certes, les hommes sont plus forts physiquement. Cela ne me gêne pas. C'est la raison pour laquelle je parle de ***mixité*** *en précisant que comparer des disciplines n'est pas la meilleure façon de promouvoir le sport féminin. La mixité ne signifie pas l'égalité, ni la parité. Je repensais l'autre jour à l'athlétisme, en l'occurrence à l'épreuve du 4 fois 400 mètres, et je regardais comment ils avaient fait partir les filles par rapport aux garçons. Effectivement, ils n'ont pas choisi de faire partir les filles avec les filles mais ont mis en place une stratégie où à un moment donné, une fille a même rattrapé un garçon. Je ne suis pas du tout dans cette égalité sur le potentiel physique. Pour moi, la mixité est la bonne entrée car il n'y est pas question de comparaison physique. Des femmes peuvent très bien être à un moment donné, plus fortes que des hommes, pour un certain nombre de raisons. Encore une fois, on parle d'une égalité en 2024 dans le sport. C'est quoi, l'égalité ? Le sujet est: où peut-on gagner de l'égalité ? Sur les postes à responsabilité. Nous n'avons pas parlé de l'arbitrage dans le monde sportif.*

L'arbitrage *: 3 % de femmes arbitres en France, dans toutes les disciplines.*
Le jour où l'on fera réellement ***arbitrer des matchs masculins par des femmes*** *… Vous avez deux femmes brillantes en handball, qui arbitrent au niveau international. Elles arbitrent des matchs de garçons. Donc, je pense que c'est dans l'accès aux responsabilités que l'on peut gagner en égalité.*

Yves Raibaud

Les travaux de la regrettée **Françoise Héritier**, ou ceux de **Priscille Touraille**, ont étudié cette question : pourquoi les hommes sont-ils plus grands que les femmes ? Ces chercheuses ont bien montré qu'il existe une **composante historique et sociologique à la différence de taille et de musculation**, qui est due au fait que l'on a toujours mieux nourri les hommes, notamment durant les périodes de disette. Leurs travaux montrent très bien qu'au moment de la Révolution, les aristocrates mesuraient quinze centimètres de plus que les pauvres, pour des raisons liées à la **nourriture**. Si l'on voyage au Pérou, on se retrouve facilement grand, alors que l'on se retrouve petit en Hollande. On voit bien que ces questions, qui sont naturalisées, sont en fait des questions de **construits sociaux**.

Je pense que dans toutes sortes de disciplines où l'on peut mélanger hommes et femmes - par exemple, sur la natation longue distance, dans le judo, puisque ce sont des questions de poids -, si l'on avait des compétitions mixtes, nous aurions immanquablement des femmes qui finiraient par ***gagner des compétitions.*** *Donc, c'est un danger mortel pour les hommes, et c'est pour cela que la non-mixité est vraiment une protection.*

L'autre élément à prendre en compte, c'est le fait que dans une société où une femme ou un homme peuvent aussi bien l'un que l'autre conduire un 35 tonnes ou soulever des caisses, grâce à des élévateurs, le seul domaine qui permet encore de dire que l'homme est plus fort que la femme, c'est le sport. Je pense fondamentalement que le sport, et notamment le sport de compétition, est l'unique justification : l'unique travail du sport est de prouver, pour l'instant, cette différence biologique entre femmes et hommes, de même qu'il a d'autres caractères naturalisants, de dire que les personnes à la peau noire courent plus vite et que, globalement, les athlètes blancs sont supérieurs aux athlètes des pays du sud. Dès lors, on voit bien que derrière le sport, se cache le poison dont nous avons parlé avec ***Pierre de Coubertin****. De ce point de vue, organiser des compétitions mixtes et donner la possibilité aux femmes d'entrer en compétition avec les hommes est un enjeu essentiel, mais mortel pour le sport.*

---))°((---

Table ronde 3 : Le sport comme moyen de reconstruction des femmes victimes de violences et comme moyen d'auto-défense

Laurence Fischer, championne olympique de karaté, fondatrice de l'ONG Fight for Dignity

Notre structure est récente. Je suis une militante de l'éducation par le sport. Pendant dix ans, je suis allée dans plusieurs pays : en Haïti, au Burundi, en Afghanistan. Je me suis rendue à Kaboul pour accompagner les femmes qui pratiquaient le karaté depuis très peu de temps. Je crois vraiment aux vertus et aux valeurs du sport comme outil de reconstruction. Quand j'ai rencontré le **docteur Mukwege**, qui travaille depuis plus de vingt ans auprès des femmes de son pays et de sa région, le Kivu, à l'occasion du forum mondial de la francophonie, en 2014, je me suis dit qu'il fallait que j'y aille, simplement, dans un premier temps, pour observer comment il fonctionnait arec les femmes, comment il les accompagnait en termes de **soins post-traumatiques**. J'ai alors réalisé que l'on donnait les moyens à la femme (plus ou moins) de se soigner de son traumatisme, des violences qu'elle avait subies, par une cellule psychologique, par des moyens, par un accès à la scolarité si je prends le cas du **Congo**, par des formations professionnalisantes.

« C'est le corps qui a été traumatisé, c'est le corps qui, par ce traumatisme, a entraîné des conséquences de traumatisme psychique, social, parce que la femme perd confiance en elle, n'a plus d'estime d'elle-même. Je pense qu'elle n'a plus d'espoir quant à son avenir et quant à ses capacités dans sa relation, notamment avec ses enfants ou avec son environnement social en général ».

Au Congo, la stigmatisation engendre en plus beaucoup d'anxiété, de la dépression, voire des tendances suicidaires. On relève également des problèmes soit de frigidité, soit d'hypersexualité, et elles refusent souvent tout contact physique. Mais on ne propose rien pour le corps pour que les femmes se réapproprient leurs corps, sachant que souvent, elles sont en déni. Ce qui n'empêche pas des conséquences dans leurs actes au quotidien.

Le sport peut être salutaire. Le sport peut être un moyen pour que ces femmes effectuent un travail sur elles-mêmes. Au Congo, depuis quatre ans, les femmes victimes de violences sexuelles pratiquent le karaté et le football. Elles s'entraînent une fois par semaine au **karaté**, le jeudi, et une fois par semaine au **football**, le samedi. L'impact, évidemment, est extraordinaire. Les retours sont extraordinaires en termes de **confiance et d'estime de soi**, le fait qu'elles soient davantage en échange avec les autres. Elles-mêmes disent qu'elles considèrent le sport comme un médicament. C'est un programme qui est complètement adapté, avec à la fois un travail de technique de combat seule, mais aussi à deux, et nous leur faisons faire ce que l'on appelle des *kata* : ce sont des gestes que l'on effectue face à un adversaire imaginaire. Cette partie est importante parce que quand les femmes se retrouvent seules dans leur chambre - parce qu'elles sont complètement immergées, à la maison Dorcas où elles sont accueillies à plein temps - elles pratiquent alors ces techniques qu'elles ont apprises, et elles me disent que quand l'épisode de l'agression leur revient en mémoire, c'est un moyen pour elles de l'évacuer et de mettre de côté le traumatisme, en se plongeant pleinement dans la pratique du karaté.

Avec le football, on travaille plus sur le jeu, sur **la fierté**, sur le fait d'être ensemble et sur la déstigmatisation : nous avons organisé une fois par trimestre - et j'espère bientôt une fois par mois -, des matchs avec des femmes du quartier, et pendant deux ou trois semaines, elles parlent des matchs qu'elles ont joués, même si elles les ont perdus, parce qu'elles ont été applaudies, parce qu'on les a regardées et qu'elles n'étaient pas étiquetées comme étant « la femme violée ». Nous travaillons sur un autre aspect par le biais du football, très complémentaire avec le travail du combat.

En karaté, on pousse des cris. Vous pouvez observer que dans n'importe quel sport, par exemple au tennis, au moment où l'athlète frappe la balle, il ou elle exprime quelque chose. On expire et on pousse un cri à ce moment-là. C'est un point extrêmement important, pour ces femmes pour qui il est parfois très difficile **d'exprimer ce qu'elles ont vécu ou ce qu'elles ressentent, leur colère**. Ce qu'elles ne parviennent pas à dire avec des mots, elles l'expriment à travers ce cri. Évidemment, au début, ce n'est pas immédiat. Souvent, elles commencent par en rire. Puis, peu à peu, elles comprennent la démarche, elles se l'approprient, et à la fin, elles font preuve d'une très grande agressivité à travers l'action et la pratique du karaté. Comme cela a vraiment été extrêmement positif, **Fight for dignity** a décidé de développer également le programme en France, notamment à la **Maison des femmes de Saint-Denis**, en ayant toujours à l'esprit que l'objectif est que cette pratique du sport reste un sas : on pratique dans des conditions bienveillantes, entre femmes. Cela fait partie d'une phase importante avant qu'elles aillent dans un club, dans une structure mixte, car il est très compliqué pour elles d'y aller tout de suite après, en période post-traumatique. L'objectif est qu'elles puissent ensuite pratiquer une discipline qu'elles aient identifiée et qui soit reconnue en France, sachant qu'au Congo, c'est une discipline que l'on connaît et où il existe des accompagnements, où c'est pratiqué de manière structurelle.

Cela, c'est en étape 2, mais pour commencer, nous allons démarrer à Saint-Denis, dans la Maison des femmes, où celles-ci ne sont pas hébergées à temps plein. Souvent, ce sont des femmes issues de l'immigration, et nous rencontrons des cas **d'excisions, des viols, des violences conjugales**. Nous rencontrons différents types de violence, et pas uniquement des viols de guerre ou des viols. Mais nous travaillerons de la même manière, avec la volonté de mettre en place un protocole de **recherche-action** pour mesurer l'impact de ces démarches. Nous cherchons à mieux connaître le public en phase de post-traumatisme, nous avons fait appel à des chercheurs pour avoir des données sur cet impact, sur les actions que nous avons mises en place. Nous pensons que ce protocole de

recherche-action pourra nous aider à développer toute la pédagogie et à être encore plus efficaces sur l'apport du sport.

Peut-être que demain, nous ne ferons pas pratiquer seulement du karaté mais également d'autres arts martiaux, et si nous avons un stade pas trop éloigné du lieu médicalisé, ce sera du football ou d'autres disciplines et qui, dans le process, pourront permettre aux femmes, ensuite, de pratiquer, dans un deuxième temps, dans une structure reconnue par l'État.

---))°((---

Veronica Noseda et Hamiidah,

membres de l'association les Dégommeuses

Veronica Noseda : je suis bénévole à l'association « **les Dégommeuses »**, qui est à la fois une équipe de foot majoritairement composée de femmes lesbiennes et un groupe militant qui se bat contre les discriminations sexistes, LGBT-phobes, racistes et de classe. Les Dégommeuses sont nées comme lieu protecteur en réaction contre la lesbophobie. **Cécile Chartrain**, la fondatrice de l'équipe, a subi quand elle était enfant beaucoup de quolibets, d'hostilités quand elle a manifesté son intérêt pour le football – des remarques sexistes -« *le foot n'est pas pour les filles* »- mais aussi clairement homophobes. Elle se souvient toujours de cet épisode où l'on a dit à ses parents de ne surtout pas la faire jouer au football parce qu'elle deviendrait lesbienne. Ce qui n'a pas manqué de se produire, d'ailleurs ! Ces expériences, qui ont frustré son expérience de footballeuse en herbe, l'ont poussée à créer cette équipe où pouvoir pratiquer le foot à l'abri des discriminations.

Quand nous nous présentons en tant qu'équipe composée majoritairement par des lesbiennes, on nous rétorque souvent : « *Mais vous discriminez les hétéros !* ». Juste pour vous rassurer, sachez que nous ne demandons pas de « certificat de lesbianisme » à l'entrée de notre club ! Évidemment, tout le monde peut venir jouer avec nous. En revanche, nous affichons cette identité pour deux raisons :

- parce qu'il nous semble important de rassurer celles qui veulent nous rejoindre sur le fait que, chez nous, elles ne subiront pas de remarques hétérosexistes, telles que : « *Tu as un petit copain ? Tu pars en vacances avec ton mec ?* ». Ces remarques, qui semblent anodines dans la plupart des occasions, peuvent en réalité faire mal et nous repousser dans **une invisibilité** parfois douloureuse.
- Pour une raison politique : les lesbiennes sont invisibilisées dans la plupart des espaces sociaux ; et dans le sport elles constituent carrément une sorte de repoussoir ultime ! Voilà pourquoi il est important de dire que nous sommes là, que nous existons en tant que femmes et en tant que sportives.

« Pour nous, le football est un outil d'affirmation de soi. Il permet de développer énormément de compétences : l'occupation de l'espace, la coopération, la confrontation avec sa propre agressivité et celles des autres ; toutes ces choses, finalement, dont les femmes sont exclues. Il n'est pas étonnant, d'ailleurs, que ce sport ait longtemps été réservé aux garçons ».

Le football est donc un formidable **lieu d'émancipation** mais aussi un **levier politique** pour lutter contre les discriminations, toutes les discriminations croisées : le sexisme, la lesbophobie, le racisme, le classisme. Pourquoi ? Parce que justement, le football est un milieu où toutes ces discriminations se reflètent. C'est un milieu très sexiste, lesbophobe et raciste, mais le football est aussi un sport extrêmement populaire, qui engendre encore une grande mixité, permet des rencontres, suscite des débats. C'est une des raisons pour laquelle nous avons choisi ce sport, en plus, bien évidemment, du plaisir qu'il nous procure!

Notre équipe est vraiment construite sur des principes inclusifs : une cotisation très faible de 20 €, avec une possibilité d'exonération pour les personnes qui n'ont pas de moyens, pas de sélection par le niveau : on fait en sorte que tout le monde joue avec tout le monde. Nos entraîneures font en sorte que les mêmes exercices puissent être effectués par des personnes ayant un niveau différent. C'est dans cette optique d'inclusion à la fois sportive et sociale que nous avons commencé un projet pour faciliter la pratique sportive des femmes réfugiées. Ce projet nous a permis de nous interroger sur l'injonction qui est souvent faite aux étranger.e.s à savoir : s'intégrer dans la société française. Nous avons préféré renverser la question, et nous demander : « *Que pouvons-nous faire pour que les réfugiées puissent être bien accueillies dans notre société ?* » C'est la raison pour laquelle nous avons mené une expérimentation dans notre équipe de football. Une expérience fondée sur la mobilisation, le partage, mais aussi le travail ! En effet, il ne suffit pas de dire : « *Les réfugiées sont bienvenues dans notre équipe* » pour qu'elles viennent jouer avec nous.

Nous proposons un **programme proactif**, qui tienne compte des contraintes spécifiques qu'elles vivent au quotidien (précarité matérielle et administrative, problèmes de logement, éloignement du centre ville). Nous avons donc décidé d'offrir des pass Navigo, notamment, parce que la mobilité, c'est fondamental pour se rendre à l'entraînement, mais aussi pour vivre. Et aussi des tenues neuves car nous pensons qu'il est important d'avoir un bel équipement, dont on est fière, pour pouvoir investir sa pratique mais aussi pour avoir une image valorisante de soi. En effet, même si des personnes dans notre association ont été victimes de violences, il est important de ne pas les réduire à une identité de victime, mais au contraire de cultiver la fierté, ce qu'on appelle **« l'empowerment »,** la capacité d'agir individuellement et collectivement….

« Quand on a été victime de violences parce qu'on est lesbienne, la visibilité peut aussi être dangereuse, dans des contextes hostiles. Mais notre pari consiste à dire : quand on est visible ensemble, quand on est visible en tant qu'équipe, collectivement, ce risque est réduit, et au contraire, il se crée une dynamique de renforcement mutuel qui nous permet de nous sentir fières et d'aller à la rencontre des autres »..

En juin 2016, nous avons organisé le tournoi Foot For Freedom, auquel a participé Hamiidah. Ce tournoi, organisé notamment avec le soutien de la Mairie de Paris, a pris place dans le cadre d'une semaine d'actions visant à sensibiliser le grand public autour de la question des réfugié.e.s LGBT. Nous avons invité à Paris une dizaine de réfugié.e.s vivant dans différents pays d'Europe, ayant fui divers pays du monde entier en raison de leur orientation sexuelle, pour qu'ils.elles animent des actions sportives et culturelles.

Hamiidah, membre de l'association les Dégommeuses : témoignage

Je viens d'Ouganda et j'ai 47 ans. J'ai dû quitter mon pays à cause de mon orientation sexuelle. J'étais déshonorée, j'étais persécutée dans mon pays. Je suis arrivée en France en novembre 2015. Avant d'arriver, je ne savais pas que l'on n'y parlait pas l'anglais ! Cela peut sembler anodin, mais cela montre que quand on doit quitter son pays dans l'urgence, on ne sait vraiment pas où on atterrit, et la question de la langue est majeure.

On me demande souvent : « *Pourquoi la France alors que tu ne parles pas français ?* ». Je n'ai pas eu le choix car dans mon pays, le seul visa que j'ai pu obtenir était un visa pour la France. Je suis partie en urgence. J'ai rejoint **les Dégommeuses** quatre mois après mon arrivée. Je me sentais très isolée à ce moment-là. J'avais déjà joué au football dans mon enfance, c'était une passion. Ensuite, c'est devenu un hobby, mais quand j'ai rejoint les Dégommeuses, c'était vraiment pour moi une façon de retrouver une communauté, de retrouver une solidarité, de retrouver des personnes comme moi.
La première fois que je suis arrivée chez les Dégommeuses, cela m'a fait peur, parce que les filles qui étaient là étaient beaucoup plus jeunes que moi. De plus, il y avait beaucoup de femmes blanches et très peu de femmes noires. Je me suis donc demandé si cela allait être une bonne place pour moi. Et finalement, j'ai reçu un bon accueil.

L'une des choses que l'on a faite pour moi, c'est de me financer **des cours de français**. Même si aujourd'hui, je ne fais pas mon intervention en français, j'ai beaucoup progressé. Pour ce qui est du football, nous jouons le lundi et le mercredi. J'attends avec beaucoup d'impatience les moments de l'entraînement, mais même quand nous ne sommes pas sur le terrain, nous pouvons nous rencontrer. J'ai trouvé une nouvelle famille dans cette association.

Avec les Dégommeuses, nous organisons souvent des tournois, et nous participons également à des tournois organisés ailleurs qu'à Paris, donc nous essayons de partir dans des petits vans, et de permettre la gratuité aux personnes qui ne peuvent pas se payer le déplacement, parmi lesquelles se trouvent des réfugiées. J'ai ainsi pu participer à des tournois à Marseille et à Berlin. Nous avons des programmes avec d'autres associations qui travaillent avec les réfugiés en Europe.

J'ai obtenu, fort heureusement, mon statut de réfugiée, et reconnue comme telle, le gouvernement français m'a accordé sa protection. Finalement, le football était une passion, mais aujourd'hui, c'est vraiment un **moteur d'appartenance**, quelque chose de vraiment central dans ma vie.

---))°((---

Sarah Fernandez, présidente de l'association ARCAF

Depuis quatre ans, j'anime des stages « ripostes » d'autodéfense pour les femmes, en région parisienne, mais aussi dans d'autres villes (Alençon, Grenoble, Marseille ou Bordeaux). **L'autodéfense pour femmes**, enseignée par les femmes, est encore peu connue en France comme moyen de prévention, si l'on compare à d'autres pays européens comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, ou encore, pour les pays francophones, la Belgique ou la Suisse. Comme ce n'est pas très connu, les femmes qui ont envie de pratiquer l'autodéfense vont sans doute chercher sur Internet.
Que trouve-ton sur internet si l'on écrit dans un moteur de recherche « autodefense » ? Voici l'analyse des différentes images qui apparaissent dans les résultats de recherche.

Les photos de femmes qui pratiquent l'autodéfense relayées en première occurrence, sont principalement des femmes jeunes, minces, blanches, avec une queue de cheval. Elles portent un débardeur et donnent un coup de poing, l'air déterminé. **C'est une représentation stéréotypée des femmes.**

Sur ces mêmes photos, quand l'agresseur est représenté, il est, quant à lui, « baraqué », en T-shirt, il a une capuche… La majorité des scènes sont des contextes d'agression dans la rue. Ces images font peur. L'homme est armé, il arrive par derrière et essaie d'étrangler la victime. Là encore, ce sont des stéréotypes : la capuche, les vêtements sombres, l'homme musclé ou armé, pas de contexte ou un contexte de rue, et il s'attaque à une femme seule.

Voici d'autres images qui représentent des scènes d'autodéfense pratiquée par les femmes. Nous analysons le message qu'elles véhiculent.

Une situation d'agression. Dans une première situation où l'agresseur n'a pas une capuche mais un bonnet. On ne sait pas dans quel contexte l'action se déroule, ni s'il veut voler le sac ou violer la femme. Sur l'image on voit que celle-ci est allongée, pieds nus et porte une robe. Cette image de femme est stéréotypée, on a l'impression que son anatomie est davantage mise en avant qu'une réelle information sur l'autodéfense.

Ne soyez pas une victime. [*image d'agression d'un inconnu sur une femme avec le slogan Don't be a victime*]. Dans l'autodéfense féministe, nous ne nous transmettons pas de message de ce type. Il ne s'agit pas de dire aux femmes ce qu'elles doivent faire ou pas, mais de dire aux agresseurs de ne pas agresser.

« Défendez-vous, Mesdames ! ». [*affiche de la Belle Époque*]
Sur cette affiche, où apparaît une femme avec un grand chapeau et un sac à main, peut-être l'agresseur veut-il lui prendre son sac. Cela donne l'impression d'une confusion entre vol et agression, et violences faites aux femmes. On analyse aussi une vision stéréotypée de l'agresseur. Il porte un costume d'Apache ; or, les Apaches étaient des hommes des classes populaires à la « Belle époque ».

Agression au travail
Sur cette dernière l'image, avec pour décor un bureau et une imprimante il s'agit d'une situation d'agression ou de harcèlement au travail avec une femme qui se défend. Encore une fois, demeure

l'impression qu'il est plutôt question de montrer l'anatomie de cette femme [*robe courte, chaussure à talons, tee-shirt près du corps]*. Ces images produisent une confusion car elles suggèrent que la femme est agressée parce qu'elle est jolie, comme si c'était quelque chose qu'elle avait mis en place. De ce fait, ce n'est pas l'agresseur qui est montré du doigt mais bien la victime.

Les armes et accessoires de défense sexués
Parmi les autres visuels sur Internet, on repère des publicités et des liens vers des sites qui proposent des armes : des bombes lacrymogènes et des « Tasers », de couleur roses pour que l'on sache bien que c'est à l'usage des femmes !

ARCA-F porte une approche **d'autodéfense de prévention**, basée sur le choix et l'empowerment. Nous ne donnons pas de règle ou d'ordre tels que : « *Défendez-vous, faites ceci, faites cela*». Les femmes sont capables de choisir pour elles-mêmes. Nos méthodes pédagogiques sont basées sur l'expérimentation personnelle, des jeux de rôle, des mises en situation, des discussions et des pratiques de groupe. Pendant les stages, nous informons les femmes sur les dispositifs existants, mis à leur disposition, prévus pour lutter face aux violences et défendre leurs droits. Nous leur donnons confiance dans leur capacité physique et morale à se protéger elles-mêmes ou à protéger leur entourage (par exemple, leurs enfants).

C'est une approche **féministe** et anti-oppression. Nous voulons outiller les groupes de femmes plus vulnérables, les adolescentes, celles qui ont des limitations fonctionnelles, des femmes âgées, des lesbiennes, des femmes trans, des femmes migrantes. Nus voulons leur donner des outils pour qu'elles puissent identifier les situations de violence, mais aussi comprendre et reconnaître les violences comme phénomène **systémique** et collectif, et non pas comme relevant de leur responsabilité personnelle. Nous leur faisons comprendre qu'il ne s'agit pas d'un problème individuel mais bien d'un problème collectif de société, et qu'elles n'ont pas à éprouver de culpabilité individuelle. Nous encourageons la collaboration entre participantes, nous encourageons les femmes à briser leur isolement et favorisons la solidarité.

Cette table ronde porte sur la reconstruction par le sport, mais **l'autodéfense n'est pas du sport**. La pratique du sport est un loisir, un moment effectivement qui peut être un espace de reprise de confiance, de reconstruction. Notre pratique de l'autodéfense, même si elle emprunte à différents arts martiaux, s'éloigne du self-défense ou des sports de combat traditionnels. C'est plutôt un **ensemble de techniques** qui visent à agir sur les mécanismes à la fois **sociaux**, dans la construction de soi en tant que femme, mais aussi **psychologiques**. C'est une pratique qui a pour but de permettre **une autonomie et une réponse efficace** aux situations de violences vécues par les femmes, et aux situations de violences qu'elles vivent parce qu'elles sont des femmes.
Quand on parle des violences, on parle de toutes les violences, pas celles que l'on a vues sur les photos d'un agresseur inconnu dans la rue.

80 % des violences faites aux femmes sont commises par un proche dans un lieu qu'elles connaissent, et non par un inconnu dans une rue sombre.

Notre approche est également **physique**, avec une **méthode globale**. Cette méthode peut emprunter à des arts martiaux, mais pas uniquement car elle emprunte aussi bien au yoga qu'à la sophrologie, au théâtre, type théâtre de l'opprimé.

Enfin, nous avons également une approche de connaissance du **droit**, et même de **sociologie**. Les techniques physiques sont adaptées à la morphologie des femmes, à leur âge. Elles prennent en compte le conditionnement de « sexe faible », notre construction sociale, et elles s'adaptent aussi aux réalités, sachant que les violences ont des conséquences physiques sur le corps des femmes, sur la manière dont on se repère dans l'espace, dans le temps. Ce sont des éléments que nous prenons en compte pour que nos stages soient les plus accessibles possibles. Nous parlons donc de toutes les violences, et pas juste de celles que l'on voit à la télé : les violences physiques, verbales, sexuelles, économiques, administratives, les violences symboliques aussi, qu'elles soient commises par des proches ou par des inconnus. Notre approche est une approche de prévention, même si nous donnons aussi des outils pour stopper ces agressions.

L'autodéfense se pratique en groupe

L'idée est de mettre en place une ambiance chaleureuse, coopérative. Comme c'est un moment où l'on parle de sujets sensibles, douloureux, on n'est pas là pour se tester, ni pour se faire peur ou mesurer sa force, mais justement pour se renforcer, reprendre confiance, reprendre le pouvoir : c'est l'idée d'empowerment.

Dans les stages d'autodéfense, nous cherchons à ce que toutes les femmes trouvent leur place quel que soit leur âge, leur génération, la forme et la taille de leur corps. L'autodéfense, c'est aussi prendre sa place dans le groupe, compter sur la solidarité.

Nous sommes confrontées aux violences faites aux femmes **parce que nous sommes des femmes**, mais, en tant que telles, nous pouvons également vivre d'autres discriminations, par rapport à notre âge, classe sociale, niveau d'étude, orientation sexuelle, identité de genre, religion ou absence de religion, couleur de peau, la langue que l'on parle, si l'on vit avec un handicap. Face à ces violences, on ne mérite pas d'être agressée, on a le **droit de se défendre**.

---))°((---

Réponses aux questions du public

Laurence Fischer

Nous avons une approche adaptée. En raison des violences qu'elles ont subies (excision), ces femmes ont des fistules, c'est-à-dire qu'elles ont les parois détruites. Quand elles arrivent, avant qu'elles se fassent opérer par l'équipe du Docteur Mukwege, elles sont incontinentes. Dès lors, nous travaillons avec elles sur cette partie spécifique. Effectivement, cela va au-delà du karaté car nous travaillons sur le périnée, nous leur faisons prendre conscience de cette zone, du fait que celle-ci comporte des

*muscles et que l'on peut les travailler. On travaille aussi énormément sur la **respiration**, par le yoga. Ce n'est donc pas que du self-défense, on travaille la **décontraction** et les **étirements**. C'est un travail en groupe. Nous utilisons notamment le mimétisme. J'ai expliqué les techniques qui consistent à faire face à un adversaire imaginaire ; cela aide beaucoup les femmes et leur permet ensuite de s'approprier les techniques afin de travailler pour elles et avec elles. Il ne s'agit pas simplement de se dire : « Je donne un coup de poing, je pousse un cri, et je pense simplement à me défendre. ». C'est un travail beaucoup plus complet, où l'on trouve des moyens pour passer par l'acceptation et le travail du corps.*
*Cela va bien au-delà du simple fait de se défendre, c'est aussi un travail sur le rapport à l'autre, ce que l'on vit ensemble. Ce qui est formidable, c'est que des filles me disent, au bout de six mois : « Je veux retourner dans ma communauté, et je veux enseigner le karaté aux filles de ma communauté, pour qu'il ne leur arrive pas ce qui m'est arrivé ». Dès lors, on est aussi dans la **transmission**, et pour moi, cela signifie qu'elles ont un but, et cela veut dire aussi que cela a marché. Ce sont toutes ces petites graines plantées qui permettent ainsi un impact sur la bénéficiaire.*

Véronica Noseda

*Sur l'éducation, avec les Dégommeuses, nous avons réalisé une brochure pour **les adolescent.e.s,** les 12-15 ans, pour les inviter à jouer. Cette brochure s'adresse à la fois aux garçons et aux filles, pour faire en sorte que les filles se sentent légitimes à jouer au football et que les garçons laissent la place aux filles quand elles ont envie de jouer avec eux. Nous sommes convaincues que le travail dès la petite enfance est important. Je vous renvoie notamment aux recherches menées par **Nicole Abar**, Elle observe qu'en fait, à la petite école, les enfants se mélangent sous le préau, se mélangent dans la cour, mais que dès qu'ils ont 6, 7, 8 ans, les garçons ont des activités qui prennent l'espace dans la cour : le foot, le basket, etc. Et les filles, que font-elles ? Elles jouent au saut à l'élastique. Leur mobilité, leur occupation de l'espace, leur prise de pouvoir, est déjà réduite dès la plus tendre enfance.*
*En ce qui concerne le **financement**, nous sommes financés par la Mairie de Paris. Je tiens évidemment à les remercier, et en même temps, je tiens aussi à exprimer les difficultés que nous rencontrons parfois, sachant que nous avons des projets qui relèvent à la fois du sport et des luttes contre le sexisme. En effet, lorsque nous déposons un projet, le domaine du sport dit que cela concerne l'égalité femme-homme, et vice-versa. Donc, il faut vraiment expliquer, être très pédagogue, et se glisser dans tous les interstices pour recevoir l'écoute nécessaire de la part des représentants institutionnels. Nous avons réussi également à être financé.e.s par La **Fondation de France**, dans le cadre d'un appel à projet qui s'appelle « **Allez les filles** », sur la promotion du sport auprès des filles des quartiers populaires. Nous avons grappillé des financements là où c'était possible, mais nous atteignons une limite, qui est celle du salariat. Nous sommes un peu au bout de notre **logique bénévole**. Par exemple, aujourd'hui, j'ai dû prendre une journée de RTT pour venir ici, et mes collègues, qui sont toutes bénévoles, sont dans cette situation également. Or, pour faire les demandes de financement, participer à des colloques, etc., il faut avoir quelqu'un.e qui soit salarié.e.*

Sarah Fernandez

*Pourquoi ai-je insisté sur le fait que ce que nous faisons n'est pas du sport ? Il existe une fédération française de self -défense ; c'est un sport, une discipline sportive. Mais c'est différent de **l'autodéfense pour les femmes enseignée par les femmes**, avec une approche féministe et anti-oppression. Beaucoup de femmes disent : « Ah, du self-défense, non, non, je ne viens pas, ce n'est pas pour moi, je n'en suis pas capable, je suis trop âgée, je ne sais pas bouger. » Dans l'estime que les femmes ont d'elles-mêmes, dans le rapport qu'elles ont même à l'espace, au sport, à leurs capacités physiques, elles pensent parfois que ce n'est pas pour elles. Ce matin, je terminais une session de stage, et dans le groupe de treize femmes, quatre étaient en situation de handicap physique. Peut-être ne seraient-elles pas venues si elles avaient vu « Cours de sport ».*

S'agissant des financements, effectivement, c'est une vraie question. Je rejoins ce qui a été dit sur les difficultés rencontrées, et notamment le fait que nous sommes, quant à nous, payés à la prestation. Cette question de la ***précarité*** *nous traverse, en tant que femmes qui intervenons pour soutenir d'autres femmes dans la lutte contre les violences. La précarité et la pauvreté sont aussi des conséquences des violences : quand on a été agressée, cela va provoquer l'arrêt des études, de sa carrière. Une femme devra quitter son travail parce qu'elle y subit du harcèlement sexuel. C'est un véritable enjeu d'autonomie financière des femmes. C'est pourquoi nous organisons parfois des stages gratuits ou en fonction des revenus, c'est-à-dire financés par des services publics.*

Laurence Fisher

En ce qui concerne les enfants issus de viols de jeunes femmes de 16 à 20 ans au Congo, il faut savoir que ces jeunes femmes ne peuvent pas accueillir et accompagner leur enfant à hauteur de ce qu'elles voudraient. C'est la raison pour laquelle, indirectement, nous travaillons aussi avec les enfants de ces femmes qui viennent à la « maison Dorcas ». Elles ont des enfants, soit d'avant le traumatisme, soit issus d'un viol. Nous les valorisons et leur apportons une reconnaissance : « vous êtes belles, vous êtes fortes, vous êtes des championnes », ce qui est le cas au vu de ce qu'elles ont subi et de la manière dont elles arrivent à se battre et assumer un enfant.

Témoignage

Je m'appelle Fanta, je suis présidente d'une association, et victime en même temps. Il est très difficile pour moi aujourd'hui de m'exprimer devant tout le monde, mais il faut que je le fasse. Cela fait plus de dix ans que je suis brutalisée par mon mari, tabassée et violée plusieurs fois. J'en ai mis du temps avant de déposer plainte, comme toutes les femmes. Mais un jour, j'ai déposé plainte. Et j'ai reçu beaucoup de menaces de sa part et de la part de toute la famille. Or, depuis la plainte, je vis une galère totale. Il me menace. Les associations m'ont aidée. J'ai reçu ordonnance de protection et j'ai eu un téléphone Grave danger, que j'ai toujours avec moi. J'ai très peur. A plusieurs reprises, en descendant de chez moi pour accompagner ma fille à l'école, je l'ai vu en bas… . Je ne veux pourtant pas passer toute ma vie à fuir. La situation est devenue tellement difficile que j'ai été obligée de quitter mon logement, où je vivais depuis vingt ans. Il ne doit pas connaître ma nouvelle adresse, je suis cachée. J'ai décidé de me défendre maintenant, mais j'ai la peur au ventre, je ne sais pas comment m'y prendre. Je suis grande et forte, mais il est beaucoup plus grand que moi, et il est très très agressif. A chaque fois que je prends la décision de me défendre, la peur me domine. Comment faire pour combattre ma peur ?

Laurence Fisher

Bravo pour le courage de témoigner que vous avez eu aujourd'hui. Il n'existe pas suffisamment de structures, comme celle de Sarah ou celle que l'on vient à peine d'ouvrir. Cependant, je peux très bien, selon l'endroit où vous habitez, vous amener soit dans un club de boxe, soit dans un club de karaté. Je pense également à la structure de ***Sarah Ourahmoune****, à Aubervilliers, qui accompagne des femmes dans son club et leur apprend à se défendre par la boxe. Aujourd'hui, vous êtes dans une situation d'urgence et ce que je vous propose ne sera pas forcément la seule solution qui pourra régler votre situation actuelle. Cela étant, même pour vous, pour essayer de diminuer la peur que vous éprouvez, pour évacuer cette anxiété, ce stress et cette peur, il serait bon que vous puissiez pratiquer rapidement, mettre votre corps en mouvement et apprendre à vous défendre, effectivement. Je peux donc me renseigner, dans l'urgence, sur une structure qui serait près de chez vous pour pouvoir vous accompagner dans une pratique de combat*

---))°((---

Table ronde 4 : Quelles politiques publiques égalitaires autour du sport ? Des solutions concrètes !

Edith Maruéjouls, géographe du genre, directrice du Bureau d'études L'ARObE

Depuis ce matin, je constate que la richesse de ces journées réside dans ce qu'**Angela Davis** appelle **l'intersectionnalité** des luttes, c'est-à-dire que nous traitons **globalement** la question. Mon travail porte sur la question sportive et éducative de l'accueil des jeunes filles et des jeunes garçons, avec évidemment la question du positionnement des adultes. Dans une politique éducative, ce qui fait la qualité de l'accompagnement des enfants, ce qui fait le changement, c'est la puissance publique, c'est la capacité qu'ont les adultes à créer cette relation apaisée entre les filles et les garçons et cette égale valeur. Evidemment, je ne nie pas ce que vivent les jeunes filles et les jeunes garçons dans ce système de relation. Simplement, je veux parler d'une **société binaire** dans laquelle on appréhende la question de la relation entre les êtres humains sous l'angle du **système du genre**, si bien que nous avons choisi dans notre société, ou consenti collectivement d'une certaine manière, à distinguer tous les êtres humains en **deux groupes** : celui des femmes et celui des hommes.

L'approche sous l'angle d'une société binaire ne doit pas faire penser que s'effacent tous les modes de relation que nous pouvons avoir : homme-homme, femme-femme, etc. Par ma formation de géographe du genre et je viens aussi du « terrain » dans la mesure où je travaille dans les collectivités territoriales depuis plus de dix-huit ans. Mon passage à l'université et le sujet de ma thèse de doctorat participent d'une forme de stratégie pour mieux argumenter auprès des milieux professionnels. En effet, je ne parvenais plus à trouver les bons arguments, j'avais besoin d'objectiver ce que je voyais et de ramener de la matière, à la fois pour les élu.e.s mais aussi pour mes collègues, pour que nous puissions œuvrer ensemble.

J'ai alors travaillé sur la **cour de récréation**, qui est un **micro-espace public de loisirs**, et sur la question de la capacité qu'ont à jouer ensemble filles et garçons, notamment au football. Dans mes travaux, j'ai choisi comme angle ce que j'ai défini comme le paradigme féministe, qui consiste à dire qu'il existe une manière d'observer les phénomènes sociaux - ce qu'on appelle les études de genre -

qui pose comme principe qu'aujourd'hui, la relation entre tous les êtres humains se base en priorité sur la relation filles-garçons que nous avons établie, à laquelle nous consentons.

Ce système repose sur deux piliers : le premier, ce sont **les stéréotypes de sexe**. Ils constituent un panel d'outil qui vont servir à distinguer dans notre société les femmes des hommes, suivant les codes vestimentaires, les accessoires, mais également ce que l'on appelle le vêtement social, c'est-à-dire : qu'est-ce qu'être une fille ? Qu'est-ce qu'être un garçon ? Qu'est-ce qu'un sport de fille ? Un sport de garçon ? Une femme ? Une mère ? Cette distinction sert un projet : la **hiérarchisation**. Après avoir établi une distinction, nous établissons une hiérarchisation entre le groupe social des femmes et celui des hommes. C'est ce que **Françoise Héritier**, je lui rends hommage, appelle la **valence différentielle des sexes**. C'est là où se niche l'inégalité et où se pose le problème sur les questions d'égalité. C'est l'inégale valeur entre le monde des femmes et celui des hommes, **l'inégale valeur** d'une pratique sportive féminine par rapport à une pratique sportive masculine.
Pour casser ce système, il faut travailler sur deux aspects : le premier, c'est ce que **Geneviève Fraisse** appelle **« le mélange des sexes »** : pour que nous puissions trouver notre **similitude** - ce qui nous rend similaires, c'est notre humanité - il faut que nous jouions ensemble, que nous riions ensemble, que nous transpirions ensemble, que nous mangions **ensemble**. C'est ce point que j'ai examiné dans mes travaux : notre société, la puissance publique, propose-t-elle aux petites filles et aux petits garçons, de jouer, de manger, de rire ensemble ? Le deuxième aspect important réside dans le fait que dans le mélange, il faut établir **l'égale valeur**, s'assurer de l'égalité lorsque l'on parle et joue ensemble. Je prendrai trois niveaux de ce que j'appelle **l'égalité opérationnelle**, sachant que nous sommes là au cœur de la question des politiques publiques.

Comment rendre opérationnel un concept d'égalité ?

En rappelant tout d'abord que **le contraire de l'égalité n'est pas la différence mais l'inégalité**, et que ce qui est central dans la problématique, c'est le fait qu'aujourd'hui encore, nous constatons objectivement des inégalités sociales entre les femmes et les hommes.

Se pose tout d'abord la question de **l'égale redistribution** : lorsque l'on met en place une politique, elle sert le projet de redistribution de l'impôt. Ce système permet aux personnes les plus éloignées du droit commun, de l'accès à un droit fondamental, constitutionnel (droit à la santé, droit à l'éducation, droit aux loisirs), d'avoir la possibilité d'accéder à ces droits. Ce sont également les politiques éducatives, l'équipement public. Dès lors, si dans les politiques éducatives, les politiques sportives, les politiques culturelles,

> Si dans les équipements sportifs et les équipements éducatifs, on trouve 80 % d'hommes, qu'en est-il de l'éducation des femmes et des jeunes filles ? Qu'en est-il de la possibilité de pratiques sportives des jeunes filles et des femmes ? C'est cela, la question redistributive.

Se pose la question de **l'égal accès** : une jeune fille ou un jeune garçon ont-ils la même possibilité de pratiquer, de choisir un sport ? L'égal accès, c'est l'égale liberté de choix. Or, la réponse à la question est « non » : aujourd'hui, une jeune fille qui se présente devant un omnisports ne peut pas pratiquer un nombre important de sports, soit parce que l'on ne pratique pas la mixité, soit parce qu'il n'existe

pas de section féminine. Comment voulez-vous que je joue au rugby ou au football si l'on ne me laisse pas la possibilité de le faire ? Quel choix me reste-t-il ?

Il faut construire **un indice de mixité :** quand on observe une activité sportive, un lieu d'éducation des enfants, la cour de récréation, une école de musique, une activité périscolaire, on va observer si les filles et les garçons y sont mélangés. Autrement dit : y a-t-il de la mixité dans ces activités ?

J'aborderai l'analyse par tranche d'âge, car ce que je trouve important s'agissant des mineures, c'est la question de **la rupture**. C'est ce dont **Yves Raibaub** a parlé aussi ce matin, à savoir le décrochage. Dès la cour de récréation, cette relégation sur le bord, cet interdit symbolique, cette disqualification, le fait que nous soyons moins légitime à l'espace central, est une donnée qui s'inscrit à tel point que nous ne le remettrons plus en question plus tard. Quand je travaille avec les collégiennes, je leur demande d'imaginer « **une carte mentale »** de leur cour de récréation pour qu'elles se rendent compte qu'elles n'utilisent pas toute la cour, loin s'en faut. Elles ne le vivent pas comme une injustice, alors que les petites filles en élémentaire me disent : « *nous, on n'a pas le droit de jouer au football* ». Que signifient ces mots : « *Je n'ai pas le droit de me promener la nuit. Je n'ai pas le droit de porter tel ou tel vêtement. Je ne me sens pas autorisé, je ne me sens pas légitime* ». Qu'est-ce que cela remet en cause dans notre démocratie ? Le droit législatif. Or, la première mesure de l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est **l'égalité en droit.**

Il faut répondre : « *Ce n'est pas que tu n'as pas le droit, c'est que tu ne peux pas le faire*. » En effet, entre « *Je n'ai pas le droit* » et « *Je veux faire quelque chose* », il y a « *Est-ce que je peux le faire ?* ». Pouvoir faire quelque chose implique **de le rendre possible** et ce sont les adultes qui rendent les choses possible pour nos enfants. Ce sont les éducateur.trice.s, sportif.ve.s qui rendent possible la pratique mixte. Ce sont les enseignants et enseignantes de la cour de récréation, qui rendons possible l'occupation à égalité de l'espace. C'est là l'enjeu de la collectivité.

Des chiffres :

- Le 80/20 : 80 % des travailleurs pauvres sont des travailleuses pauvres, 80 % des temps partiels sont occupés par les femmes.
- Le 2/3-1/3, ou 70/30 : on retrouve 70 % de fréquentation masculine, de licenciés garçons/hommes, sur l'ensemble des clubs, pour 30 % de filles/femmes. Ce chiffre concerne aussi bien la fréquentation adulte que celle des mineure.s.

Sur tous les terrains que j'ai étudiés, du milieu rural à la grande périphérie parisienne, des villes de 70 000 habitants à celles de 5 000 habitants, des villes aux quartiers populaires à des villes bourgeoises, nous retrouvons la constance du 2/3-1/3 pour ce qui concerne la fréquentation des clubs sportifs. Et cela perdure, la distinction et la hiérarchisation.

Sur 22 disciplines sportives proposées, 12 sont non-mixtes, 11 sont des disciplines pratiquées par plus de 70 % de garçons. Sports qui sont également masculins à l'école municipale. En effet, cela ne concerne pas seulement les clubs sportifs mais aussi la manière dont s'organise le sport dans la découverte. **Le patinage** est la seule discipline très majoritairement féminine, à plus de 90 %. La seule activité qui compte autant de filles que de garçons est **la plongée**.

Pourquoi une analyse genrée ?

Pourquoi se demander où sont les filles et les garçons, et s'ils se mélangent ? A ce jour, le sport n'est jamais mixte. Quant à jouer ensemble, filles et garçons, nous n'y sommes pas. Quand on parle de **mixité**, il s'agit de déterminer si autant de filles que de garçons qui pratiquent tel ou tel sport. Y a-t-il des équipes féminines et des équipes masculines ? Mais cela ne veut pas dire que garçons et filles jouent **ensemble**. La plongée est la seule discipline paritaire entre 8 et 13 ans, mais devient un sport non-mixte masculin à partir de 13 ans. Si l'on étudie les 6-12 et les 13-18 ans, on constate que certains sports qui mélangeaient les filles et les garçons ne les mélangent plus à partir de l'adolescence. Pourquoi ? a-t-on oublié de créer une section féminine à partir de 12 ans ? On entend dire : « *les filles, elles arrêtent le sport à l'adolescence*». C'est inexact : au contraire, les filles qui pratiquent un sport persistent bien davantage à l'adolescence que les garçons. Mais elles sont déjà moins nombreuses dès l'école élémentaire.

Le football compte 124 garçons pour 2 filles chez les 8-13 ans. Une section féminine est proposée à 13 ans, et ce sont alors 94 filles qui pratiquent ce sport. Mais ces 94 filles n'avaient-elles pas envie de jouer en élémentaire ?

J'en viens à la question **de l'équité** dans la pratique sportive des filles. Un club d'une commune fait un énorme effort et obtient **38 %** de licenciées filles. Dans un club sportif, c'est exceptionnel, car on est plutôt à **30 %** et en deçà quand on observe les clubs par territoire. Pourtant, elles ne bénéficieront que de **26 %** de la subvention municipale. Se pose donc la question de l'équité.

Je terminerai sur la **pratique sportive en accès libre**. Dans le cadre de mes travaux, j'ai reposé les quatre questions suivantes : y a-t-il mélange entre les filles et les garçons dans les activités de loisirs des jeunes ? Y a-t-il égale redistribution de l'impôt ? Y a-t-il égal accès ? Y a-t-il égale valeur ? A ces quatre questions, la réponse est non.

Je tiens donc à vous alerter sur la question de la mixité, parce qu'aujourd'hui la norme sur les espaces de loisirs, de rencontres, de relations, c'est **le non-mélange**. C'est un signifiant que nous donnons à nos enfants : la non-mixité est un projet sociétal, c'est un message ! Mais, ne pourrait-on pas proposer **plus d'activités qui mélangent que plus d'activités qui séparent** ?

L'égalité, finalement, c'est la capacité que nous avons à traiter la relation avec l'autre. En effet, c'est parce que les enfants ne sont pas en relation maintenant, à l'adolescence et plus tard, qu'il se produit ensuite de la violence dans la rencontre. Et c'est parce que les enfants et les jeunes garçons et filles ne sont pas sous le regard de l'adulte quand ils rentrent en relation qu'il y a de la violence dans la rencontre. Donc, la non-mixité entre filles et garçons dans le domaine sportif, sous couvert de la performance, **interdit toutes les autres mixités**. Penser que l'on ne peut pas faire jouer ensemble les filles et les garçons sous couvert d'une inégale performance, c'est dire deux choses :

- C'est d'abord dire au groupe des garçons : « *Vous êtes tous supérieurs. Vous appartenez à ce groupe des dominants, tous. Vous êtes plus valorisés dans votre pratique sportive que toutes les autres filles* ».
- C'est aussi dire aux filles : « *Vous êtes toutes, et pour toujours, inférieures au groupe des garçons dans la pratique sportive*. »

C'est dire aux garçons qu'entre eux, il n'existe pas de différence, ce qui est faux. Les garçons entre eux ne sont pas tous physiquement égaux, ne sont pas tous physiquement performants.
De plus, dès lors que l'on interdit la mixité entre filles et garçons, cela signifie que l'on peut interdire la mixité entre personnes en surpoids et personnes sveltes, valides et non-valides, jeunes et âgés, petits et grands.

Sous couvert de **l'essentialisation des rapports sociaux de sexe**, les filles sont donc moins présentes dans les pratiques sportives, elles ont moins de choix, et elles vivent l'inégalité de la redistribution parce que lorsque l'on choisit de distinguer et de dire : « *Il y a des sports de filles, des sports de garçons, il faut des équipements pour **les filles**, des créneaux, des entraîneurs, des espaces* », alors, on multiplie la dépense. Et à chaque fois que l'on morcelle, on va se dire : « *de toute façon, je ne peux pas donner à tout le monde, donc je vais choisir le loisir, le sport des garçons* » Or, mélanger et partager, ce n'est pas avoir chacun et chacune d'entre nous un gâteau à la fraise ou au chocolat, c'est avoir le même gâteau et en faire des parts. Parce que faire des parts dans le même gâteau, c'est apprendre à négocier et à renoncer.

---))°((---

Sabine Salmon, présidente nationale de Femmes solidaires

Femmes solidaires, association féministe d'éducation populaire, nationale, est implantée sur tout le territoire avec 190 antennes sur le territoire français, dont le siège national se trouve dans le 12e arrondissement. Notre mouvement s'intéresse à **la place des femmes dans la société**, sans spécificités. Ce qui nous intéresse, c'est de déterminer comment se situent les femmes et les jeunes filles dans cet espace. *Femmes solidaires* s'engage pour faire reculer toutes les formes de violences faites aux femmes, à déconstruire les stéréotypes sexistes, à développer une éducation non sexiste dès le plus jeune âge. Nous travaillons depuis longtemps sur la question des violences faites aux femmes. Certes, il est important de développer l'arsenal législatif, mais nous orientons notre travail depuis plus de quinze ans vers la jeunesse, car nous estimons importante la prévention et la **déconstruction des stéréotypes sexistes** avant que s'expriment les discriminations et les rapports de violence. Nous nous inscrivons bien sur ces violences dans ce **continuum**.

Pourquoi une association féministe s'intéresse-t-elle à la question du sport et à la pratique du sport par les filles ?
Le sport est pour nous le reflet de la société dans laquelle nous vivons, et c'est un **enjeu féministe** pour *Femmes solidaires* parce qu'il vient en écho à trois points essentiels.

1. **c'est le droit inaliénable et fondamental des femmes à disposer de leur corps**, et donc à pratiquer le sport de leur choix.
2. **c'est de lutter contre les stéréotypes** qui existent et qui perdurent dans notre société, notamment l'idée selon laquelle le sport ne serait pas un « truc de filles » et que les filles et les femmes seraient moins intéressées et moins aptes à la pratique sportive.
3. **c'est de donner aux femmes une place importante** dans la vie citoyenne, sociale et politique, et publique, et donc de les aider à sortir de l'invisibilité.

Pour nous, les femmes sont autant à leur place que les hommes dans **toutes les pratiques sportives**. Là où elles ne sont pas, il faut se demander pourquoi, et donc se poser la bonne question, dans le bon sens.

Pas de filles hors jeu , campagne sur la visibilité du sport féminin

Pour travailler sur cette question de la visibilité, indispensable à la déconstruction des stéréotypes, nous avons commencé à lancer en 2011 une campagne nationale à la télévision, qui s'est intitulée « ***Pas de filles hors jeu*** ».

A partir d'une simple question : « *comment une fille ou une jeune fille, lorsqu'elle regarde la télévision, peut-elle s'identifier à une sportive ?* ». La réponse : elle ne peut pas, puisqu'on ne voit **pas de sport féminin à la télévision**. On y voit très peu de retransmission de matchs sportifs, et encore moins dans les JT Sport. Nous nous sommes donc interrogées sur ce phénomène et ses causes, et nous nous sommes demandées comment faire en sorte qu'une petite fille puisse s'identifier à une sportive.

Nous avons commencé ce projet au moment de la ***Coupe du monde de football féminine en 2011***. Nous avons lancé une campagne médiatique, nous avons interpellé les médias sportifs, envoyé des communiqués, et lancé une pétition, soutenue par **Laura George** pour demander une retransmission des matchs de l'équipe de France féminine de football pendant cette Coupe du monde. Lorsque nous avons creusé la question « *Pourquoi ne voit-on pas de retransmission de sport féminin à la télévision ?* », nous avons découvert qu'il existe **un décret de retransmission** des événements sportifs majeurs, régi par le ministère de la Culture et de la communication, qui fixe les événements sportifs majeurs que les chaînes publiques doivent retransmettre à la télévision.

Sur vingt et un événements sportifs majeurs qui doivent être retransmis, seulement sept étaient féminisés.

Notre action a été de faire connaître cette information, de sensibiliser l'opinion, et de dire : « *Nous sommes dans une démocratie, dans une République, nous avons la parité, alors pourquoi ce décret n'est-il pas paritaire ? Et pourquoi, quand on ne précise pas l'événement sportif qui doit être transmis, est-il automatiquement masculin ?* » Nous avons mené une grande campagne et aujourd'hui, le CSA vient de publier **une enquête sur la retransmission des événements sportifs féminins à la télévision** en juillet 2017.

Six ans après le CSA dit maintenant dans son enquête: « *Bien que des efforts restent nécessaires, la présence du sport féminin en télévision a augmenté ces dernières années* ». Effectivement, son poids dans le volume horaire des retransmissions sportives a **doublé de 2012 à 2016**. Je rappelle que nous avons commencé notre campagne en 2011. Peut-être, nous, association féministe, avons-nous pu faire aussi bouger les lignes.

Le CSA estime aujourd'hui que le sport féminin a représenté entre **16 et 20 %** du volume horaire de retransmission des événements sportifs sur les chaînes publiques.
Il est « amusant » de constater que le renforcement de l'exposition de la pratique féminine de football, depuis la Coupe du monde de 2011 a coïncidé avec une forte augmentation du nombre de licenciées à la fédération française de football. **Entre 2011 et 2016, +90 % de filles** se sont engagées dans la pratique du football. Il est donc intéressant de constater qu'avec la médiatisation, la Fédération française de football, qui a réalisé un travail sur la féminisation, a vu une augmentation des licenciées filles à la fédération. Le constat est donc sans équivoque.

Je ne dis pas que tout est réglé, car au vu de la situation originelle, la marge de progrès est considérable. Mais par exemple, aujourd'hui, quand nous allons dans les établissements scolaires et que nous montrons des photos de **Laura George**, les jeunes la reconnaissent presque mieux que **Zinedine Zidane**, et ils peuvent citer des noms des membres de l'équipe féminine de France de football. Nous pouvons donc dire que nous progressons. Un aspect également intéressant réside dans le fait que cette campagne nationale a été déclinée au **niveau local** par nos associations de terrain. Je voudrais partager avec vous deux exemples concrets d'actions des femmes solidaires.

Action de sensibilisation des collectivités, Femmes solidaires Amiens

Des femmes solidaires d'Amiens, pendant cette période de 2011 à aujourd'hui, ont mené sur tout le département de la Somme, en collaboration avec les collectivités territoriales, aussi bien la municipalité, le Département et la Région, **des colloques et des débats** sur cette question de la place des femmes dans le sport. Cela a permis de se rencontrer, de se poser la question, et d'avancer dans notre propre réflexion. Mais elles sont allées au-delà puisqu'elles ont lancé un **questionnaire**, accompagné par la Région. Il a été adressé à tous les clubs sportifs du département, ainsi qu'aux filles et aux femmes qui pratiquaient un sport à ce moment-là. L'enquête a révélé certaines évidences, et a permis de franchir des barrières.

Les questions posées aux dirigeants de clubs visaient à les faire s'interroger en leur demandant : « *combien vous avez de filles dans votre pratique ? Comment ça se passe ? Avez-vous plus de garçons que de filles ?* » D'autres questions s'adressaient aux pratiquantes pour connaitre leur ressenti en tant que sportives, en distinguant le sport de loisir et le sport de compétition.

Les sportives de loisir sont représentées dans toutes les catégories d'âge, de 15 à 80 ans. Elles vivent souvent en couple, avec un enfant, elles sont salariées à 71 % et pratiquent une activité sportive régulière, plutôt dans des sports individuels. Les motivations sont plutôt le fait de s'entretenir physiquement. 62 % se rendent dans des équipements sportifs, majoritairement en voiture et à pieds. Se pose la question pour elles de la proximité des équipements sportifs, de la sécurité sur le parcours pour aller à l'équipement sportif, et des horaires adaptés. Est venue également la question des tarifs et de l'accès à la pratique sportive, le prix des licences, le coût de la pratique sportive.

Majoritairement, **la sportive compétitive**, celle qui s'engage dans la compétition, a entre 15 et 30 ans, elle est célibataire, sans enfant, citadine, et dans sa pratique, elle est très assidue. Elle est plutôt dans une structure fédérale, donc déjà engagée dans une pratique sportive intense. Cela étant, elle a exactement les mêmes problématiques que la sportive de loisir : l'accès à la salle, les coûts également, qui sont assez élevés. Donc, même avec une différence de pratique, on observe que les questions d'environnement et les questions que se posent les femmes pour accéder à leur pratique sont les mêmes.

Cette campagne a permis de mettre autour de la table des acteurs de terrain, des collectivités territoriales, de s'interroger les uns et les autres et de voir comment, ensemble, ils pouvaient améliorer cette situation. Les clubs disent que cette enquête leur a servi et permis de s'interroger. Ainsi ils ont vu une augmentation de la pratique sportive féminine. Il s'agit maintenant de mener une

politique locale engagée, que les collectivités territoriales accompagnent encore la démarche. Aujourd'hui, il serait judicieux de refaire une enquête semblable et de voir si les choses ont bougé.

Donnons des Elles au sport, Femmes solidaires Gironde

Les Femmes solidaires de Gironde ont lancé une opération intitulée « ***Donnons des Elles au sport*** ». Au moment des forums associatifs du mois de septembre, elles ont eu une démarche positive consistant à rencontrer les clubs pour leur dire : « *nous sommes une association féministe et nous nous intéressons à la pratique sportive féminine. Pourrions-nous travailler ensemble ? Nous aimerions entreprendre une action pendant le mois de mars, visant à proposer aux femmes et aux jeunes filles de nos villes de pouvoir découvrir des activités sportives qu'elles n'oseraient pratiquer parce qu'elles sont dites masculines* ». Les clubs se sont lancés dans les initiatives. La collectivité territoriale a soutenu l'action, et ainsi, plus de quatre-vingt filles et jeunes filles ont pu découvrir des sports comme le tir à l'arc, l'aviron de mer, l'escalade, la pêche. Elles ont pu avoir une sensibilisation aux sports injustement dit masculins.

D'autres initiatives ont eu lieu, et cela a créé du lien entre les clubs, y compris entre certains clubs qui ne communiquaient pas entre eux, notamment le club d'aviron, qui a proposé de constituer **une équipe féminine, catégorie loisirs, lors des championnats de France de 2014 à Arcachon**. Nous avons donc obtenu des résultats concrets. De plus, cela nous a permis, en tant qu'association, de toucher un public que l'on ne touche pas habituellement comme des sportifs, dont des jeunes.

Lobbying au national

Au plan plus national, nous avons travaillé sur la question du sexisme. Je vous cite deux actions :

Le **club de rugby de Perpignan**, l'USAP de Perpignan, a sorti un t-shirt hyper sexiste avec l'image d'une petite fille pour représenter les actions à réaliser en mêlée : flexion, pénétration etc. Nous avons mené une campagne de lobbying, avec des courriers envoyés au président du club. Nous avons également interpellé les financeurs de ces clubs. Nous avons écrit au président du Département, et à celui de la Région, de la façon suivante : « *Messieurs les élus, vous financez des clubs qui, aujourd'hui, font la promotion du sexisme dans leur pratique sportive. Vous les financez toujours, on vous demande un droit de réponse. Pouvez-vous nous dire si vous êtes d'accord avec la publicité sexiste qui est faite ici ?* ».

Le club de basket de Bourges, qui a pourtant une super équipe (!), **Osez le Tango**, a fait une campagne hyper sexiste. Nous avons donc mené une action similaire mais en plus, nous avons porté plainte auprès du jury de déontologie publicitaire, en expliquant la situation: « *Voilà, ce club de sport affiche du sexisme pour faire la promotion et encourager - nous disait le président de club - les supporteurs à venir voir l'équipe de basket de Bourges* ». Nous avons eu gain de cause auprès du jury de déontologie publicitaire, et le club a été condamné. Nous avons également interpellé les financeurs, les collectivités territoriales.

Quand on parle du sport, on pense aux fédérations, mais ce qui m'intéresse, c'est la façon dont, au quotidien, on pratique son sport dans la collectivité. Se pose alors la question de **l'accès aux équipements sportifs**. Tout à l'heure, on a parlé des **vestiaires**. Il faut savoir que c'est une catastrophe dans beaucoup de gymnases. Nous avons le témoignage d'une femme dans une ville de

la région parisienne, qui explique que très souvent, le vestiaire des filles est fermé et éteint. On pense à allumer le vestiaire des hommes mais pas à allumer celui des filles. Cela paraît des petits détails, mais nous avons encouragé les filles à écrire au maire adjoint - qui est souvent **un** maire adjoint aux sports d'ailleurs, et très peu **une** maire adjointe aux sports. Nous les avons également incitées à demander à voir le gardien. C'est de cette manière, par des actions de ce type, que nous pouvons aussi devenir des citoyennes actrices sur le terrain, dans nos collectivités, pour faire bouger les choses.

---))°((---

Des réponses aux questions du public

Edith Maruéjouls

*S'agissant de la formation et de la sensibilisation, la question soulevée par **les ABCD de l'égalité** était celle de l'ouverture des yeux, de la capacité d'intelligence collective, de la création pédagogique sur ce sujet, sachant que l'Éducation nationale est tout à fait en mesure de passer des messages. Aujourd'hui, les enfants savent que l'on ne jette pas le gobelet en verre dans la poubelle qui n'est pas la poubelle de tri. Les enfants d'aujourd'hui ont appris à l'école qu'il n'est pas bon de fumer. Tous les enfants aujourd'hui s'attachent avec la ceinture de sécurité quand ils sont sur le siège arrière de la voiture. Alors, oui, c'est efficace, l'Éducation nationale. Oui, c'est un beau système de messages républicains et sociétaux. Donc, on peut se former à jouer ensemble, à se respecter dans le jeu, à comprendre que garçons et filles ont une égale valeur dans la parole. Je précise que l'égalité ne signifie pas le consensus : il ne s'agit pas d'être pareil, d'être d'accord, mais de pouvoir parler à égalité.*

*S'agissant de **l'égale valeur dans la pratique sportive des filles** dans le rugby, ce qui été dit montre bien qu'en l'état actuel, un budget existe pour les garçons. En fait, il y a bien un budget, mais comme il n'est pas extensible, on choisit de ne pas financer les filles, qui doivent donc se débrouiller. En ce qui concerne les grandes performeuses féminines, bien sûr, des filles réussissent dans le sport et sont extrêmement performantes. Je pense au rugby dans le Sud-Ouest. Les filles qui réussissent dans le sport, ce sont « les excellentes des excellentes », parce qu'elles ont dû se battre pour entrer dans le club de rugby, parce que quand elles ont réussi, à 14 ans, on leur a dit : « Il n'y a pas de féminines chez moi. C'est super, tu es bonne, mais alors tu vas aller à 20 ou 30 km dans la métropole bordelaise pour continuer à pratiquer ton sport de compétition».*

*Par ailleurs, il a été organisé en Espagne **un tournoi mixte de football** (dans le sens filles contre garçons, pas mélangés !). Il s'agissait d'un tournoi amateur mais de bon niveau. Ce sont les filles qui ont gagné ce tournoi. C'est un fantasme que de croire que les filles ne peuvent pas être à égale performance avec les garçons. Il faut simplement leur donner la chance de le montrer.*

Dans notre société, on nous rebat les oreilles, sur le fait que le sport, c'est l'esprit d'équipe : on y va ensemble, on apprend le groupe, on se bat, on lutte, on travaille pour son corps, on travaille pour sa santé, on représente des forces, des valeurs. Dès lors, la question que je me pose est la suivante : pourquoi les filles sont-elles exclues de ces valeurs ? Et ensuite, je me demande où sont ces valeurs

dans le sport aujourd'hui ? Où est la tolérance à l'autre, le loisir, le bonheur pour soi ? Pourquoi est-on obligé de créer des endroits et des associations où les femmes seules vont pratiquer et se faire du bien? Oui, le sport, c'est la compétition, oui nous avons de grands champions et de grandes championnes, mais le sport, c'est d'abord le plaisir d'être et de jouer ensemble, de transpirer ensemble , de suer ensemble. Il est quand même temps et urgent de se mélanger.

Sabine Salmon

Faire du « 25 novembre » une journée sur la thématique « Sport, femmes, violences », nous ne l'aurions pas fait il y a dix ans. Cela ela montre que nous avançons et progressons, c'est déjà bien. Le jour où l'on fera bouger les lignes dans le sport sur la question de l'égalité femme-homme, toute la société bougera. Nous n'avons jamais essuyé autant d'attaques sexistes, que depuis le jour où nous avons décidé de nous intéresser ouvertement à la question du sport et des femmes. Nous avons été traitées de tous les noms le jour de notre première conférence de presse. On nous a dit : « c'est bon, les féministes, il y en a assez, vous avez l'égalité, vous n'allez pas venir sur le terrain du sport… ». Nous nous sommes dit : « Alors là, on est au bon endroit. » Depuis, nous continuons, et il faut continuer.

Annie Sugier, Ligue du droit international des femmes.

*Nous allons accueillir **les Jeux olympiques à Paris en 2024**, ce qui nous amène à parler de mixité. Je sais que le Comité international olympique considère que c'est une priorité d'aller vers la mixité. Pour les prochains Jeux, le nombre de compétitions mixtes sera **multiplié par deux**. Le marathon est l'une des compétitions mixte, à Paris, New York et Londres. Mais le marathon olympique, lui, n'est pas mixte. De plus, la seule médaille que le président du Comité international olympique remet revient au marathonien, pas à la marathonienne. Dès lors, ne pourrait-on pas demander au Comité d'organisation Paris 2024 de prévoir que le marathon soit mixte ?*

---))°((---

Clôture

Anne Le Moal, Cheffe du service Égalité, Intégration, Inclusion, Direction de la Démocratie, des Citoyen·ne·s et des Territoires

Je remercie toutes nos intervenantes et intervenants de ces quatre tables rondes de cette journée. Et je tiens à remercier plus particulièrement Yves Raibaud, notre « homme référent » avec qui nous travaillons si régulièrement : c'est encore un plaisir !

Par ailleurs, pour rester dans le domaine sportif, cette journée est **le coup d'envoi** des actions en faveur de la mixité dans les sports, et contre les violences faites aux femmes. Je reprends les propos de notre dernière intervenante : je crois que si nous faisons œuvre de manifestations et de positions communes sur ce sujet aujourd'hui, effectivement, nous ne l'aurions pas fait dix ans auparavant, et je pense que les choses sont en train de bouger. Je rapporterai bien sûr au *Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Para olympiques* la dernière demande qui a été formulée, puisqu'effectivement, si la Ville a porté les JOP 2024 sur le territoire de la capitale, c'est bien pour en faire un vecteur de valeurs et de partage, un accélérateur de politiques publiques.

Bien évidemment, en attendant cette opportunité de 2024, nous poursuivons notre travail actuel sur Femmes et sport. C'est pour nous une première pierre sur cette longue marche jusqu'en 2024 pour véhiculer ces valeurs. Je n'oublie pas **les Gay Games d'août 2018**, lors desquels nous transmettrons aussi ces valeurs de mixité et de partage. Les jeux Gay Games seront à la fois culturels, festifs et sportifs puisque beaucoup d'activités et disciplines seront représentées.

Pour la suite des événements parisiens, vous avez bien sûr toutes et tous regardé ce qui se passe dans le programme. Ce jeudi soir, à 18 heures, à quelques numéros de rue de la mairie, dans le cadre de la nuit des débats, nous aurons la projection du film « **Hors jeu** », suivi d'un débat. Le vendredi 24, nous avons un rendez-vous pour l'inauguration de **l'allée Maya Surduts**, militante féministe et antiraciste qui nous a quittés l'année dernière. Elle a œuvré pour le mouvement féministe, dans des combats pour le droit à l'avortement et contre les violences faites aux femmes. C'est ainsi que dans cette période et dans ce cadre, nous lui rendons hommage par l'inauguration d'une allée qui porte son nom entre le 11^{e} et le 20^{e}.

Je voudrais également citer **la Nuit des relais**, que la Mairie de Paris soutient, qui se déroulera au stade La Doumergue, dans le 19^{e} arrondissement. C'est une course relais où vous pourrez vous

rendre toutes et tous et porter notre cache-col, goodies au ruban blanc de la lutte contre les violences faites aux femmes. Beaucoup d'autres évènements sont prévus, donc n'hésitez pas à vous référer au programme !

Pour conclure, J'ai le grand plaisir de vous annoncer que la ville de Paris a reçu **le prix ONU Femmes** pour son implication à faire reculer le fléau que sont les violences faites aux femmes par la création et les actions de *l'Observatoire parisien des violences faites aux femmes*. Je souhaitai partager cette information avec vous car si ce prix récompense une action collective municipale, *l'Observatoire des violences faites aux femmes* fait partie de mon service, il est porté par Christine Guillemaut et Amélie Videau, auxquelles je vous demande d'apporter vos chaleureux applaudissements. C'est à elles que revient bien sûr ce prix ! Enfin, je salue les conditions dans lesquelles elles ont animé cette journée, de façon ferme, parfois, pour le respect des horaires, mais tout autant professionnelle.

Merci beaucoup à vous et à tous et toutes les intervenant.e.s. Merci également à la Maire de Paris, Hélène Bidard, et bien sûr à la Maire du 12e arrondissement.

---))°((---

Emmanuelle Pierre-Marie, Conseillère déléguée en charge de l'égalité femmes hommes et de la lutte contre les discriminations, Mairie du 12e arrondissement de Paris

Je voudrais me joindre à vous pour remercier tou.te.s les intervenant.es de la journée. C'est pour nous un grand plaisir d'avoir reçu en cette mairie du 12e le troisième forum de l'Observatoire. J'en profite pour remercier Anne Le Moal d'avoir précisé que la Nuit des débats se poursuit effectivement à la Maison des associations, tout près d'ici, pour continuer sur ce débat du sexisme dans le sport.

Demain, en cette même mairie, se tiendront des journées d'informations et de sensibilisation autour des violences faites aux femmes. Comme l'a dit Hélène Bidard ce matin, je vous rappelle qu'une urne est à votre disposition dans le hall de la mairie du 12e jusqu'au 1er décembre pour une collecte des produits d'hygiène intime destiné aux femmes sans abri. Je fais appel à votre générosité et surtout n'hésitez pas à en parler autour de vous, parce que c'est un sujet extrêmement important et qui nous tient à cœur à la mairie du 12e. Merci à **Règles élémentaires**, l'association qui porte le projet. Mardi prochain, au foyer des jeunes travailleurs Diderot, nous aurons un ciné-débat autour du **cyber-sexisme** avec un public jeune, donc n'hésitez pas à nous envoyer des jeunes pour parler de cette question avec l'association **Pour qu'elle revienne**, ainsi que les centres **Simone de Beauvoir** et **Hubertine Auclert.**

Encore merci. Je suis toujours très fière et très émue de parler de ces sujets car je pense que c'est un combat pour le 25 novembre, mais toujours à mener au quotidien.

---))°((---

ANNEXES

ANNEXE 1 : Présentation des intervenant.e.s

Béatrice Barbusse est l'autrice de *Du sexisme dans le sport* paru en octobre 2016 chez Anamosa.

Ancienne handballeuse évoluant au plus haut niveau national dans les années 1980, Béatrice Barbusse a été présidente du club professionnel masculin de l'US Ivry Handball de 2007 à 2012 (champion de France en 2007), puis présidente du Conseil d'administration du Centre national de développement du sport de 2015 à 2017. Depuis 2013, elle est co-responsable du plan de féminisation de la Fédération française de handball et occupe le poste de secrétaire générale depuis 2017. Elle a plus de 30 ans d'expérience en tant que femme dans l'univers du sport où elle a exercé et exerce encore des fonctions de sportives en premier et de dirigeante depuis une dizaine d'années. Une expérience qui l'a amenée à se heurter au sexisme en tant qu'actrice et qui a donné envie à la sociologue qu'elle est d'aborder la question au travers d'un livre en se servant de son expérience personnelle comme matériau de recherche.

Anne-Cécile Mailfert, présidente de **la Fondation des femmes**

Anne-Cécile Mailfert est une militante féministe. Diplomée de l'Institut d'études politiques de Lille, professionnelle de l'Économie sociale et solidaire, elle rejoint rapidement Osez le Féminisme ! dont elle devient présidente et porte-parole. Elle lance de nombreuses campagnes sur la féminisation du Panthéon, le harcèlement dans le métro ou la reconnaissance des féminicides. Elle a publié *Ils ne décideront plus pour nous ! débats, sur l'IVG 1973-1975* en 2015 et *Tu seras une femme, guide féministe pour ma nièce et ses amies* aux éditions Les Petits Matins en 2017. En 2015 elle crée **la Fondation des femmes** qui a pour mission de soutenir les projets en faveur des droits des femmes, de l'égalité femmes-hommes et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle récolte des fonds, rassemble des juristes et des moyens matériels pour les allouer aux associations de terrain et étendre leurs actions.

Contact : www.fondationdesfemmes.org - bonjour@fondationdesfemmes.org

Marie-Françoise POTEREAU - Présidente FEMIX'SPORTS
Ex-sportive de haut niveau en cyclisme, aujourd'hui Marie-Françoise Potereau exerce comme cadre auprès d'une fédération sportive et est présidente de FEMME MIXITE SPORTS (FEMIX'SPORTS). Directrice technique nationale adjointe à la Fédération française de cyclisme en 2005, elle a occupé à partir de 2009 le même poste à la Fédération française de hockey sur glace avant d'être nommée conseillère au ministère des Sports, chargée de la féminisation des fédérations.
L'Association Femix'Sports, association nationale créée en 2000, a pour missions de contribuer à une meilleure représentation des femmes dans le sport, d'encourager la promotion des femmes, la mixité et l'équité et d'être un outil d'aide et d'accompagnement pour la promotion du sport féminin en général.
Contact : http://www.femixsports.fr/

Yves Raibaud, géographe, maître de conférences HDR, Université Bordeaux Montaigne, Passages Cnrs, chargé de mission égalité femmes hommes, membre du Haut Conseil à l'Egalité Femmes Hommes.

Yves Raibaud travaille depuis le début des années 2000 sur la mixité, l'égalité et le genre dans les loisirs des jeunes, ainsi que sur les cultures urbaines comme cultures masculines. Il a étudié plus particulièrement les skateparks, les citystades et les équipements sportifs d'accès libre dans une perspective urbanistique (*La ville faite par et pour les hommes*). En 2015 et 2017, il a réalisé deux études pour les villes de Bordeaux et de Genève portant sur les empêchements aux pratiques sportives des femmes. Il croise les approches : genderbudgeting, enquêtes en ligne et entretien par groupes focus, ethnométhodologie, microgéographie des lieux de pratiques sportives.

©Mamedy Doucara

Laurence Fischer, championne olympique de karaté, fondatrice de l'ONG Fight for dignity

Combattante, triple championne du monde, Laurence Fischer a passé plus de dix ans sur les tatamis du monde entier. Femme de terrain, consciente de l'outil qu'est le sport pour donner, redonner confiance, dignité, force et espoir aux femmes les plus vulnérables, elle va à leur rencontre en France et à l'international depuis 1998. Ainsi elle a partagé son énergie, son savoir-faire et savoir-être avec des femmes afghanes, à Kaboul en août 2005, avec l'ONG Play International.
Plus récemment, en République Démocratique du Congo, elle travaillé autour de la reconstruction par le sport avec les jeunes femm

s victimes de viols de guerre réparées par le Docteur Mukwege. Les femmes sont hébergées à la Fondation Panzi -Maison Dorcas, elles ont accès à un programme sportif (karaté et football) que Laurence Fischer a mis en place et qui est adapté à leur état physique et psychique.
Laurence Fischer a fondé l'ONG **Fight For Dignity** pour pérenniser ce programme et développer les moyens de le dupliquer.
Contact : http://www.fightfordignity.net/ - contact@fightfordignity.net

©Lou Camino

L'association Les Dégommeuses est une équipe de foot et un groupe militant ayant vocation à lutter – dans le sport et par le sport – contre le sexisme, les LGBT-phobies et toutes les discriminations. Depuis 2015, Les Dégommeuses ont mis en place un programme, soutenu par la Mairie de Paris et la Fondation de France, visant favoriser l'accès à la pratique sportive des femmes réfugiées en France en raison de leur orientation sexuelle. Depuis plusieurs années, Les Dégommeuses accueillent des femmes lesbiennes réfugiées dans leur équipe, convaincues que le sport est une activité qui permet à toutes de s'affirmer dans l'espace public, de développer des compétences sociales et relationnelles, de se renforcer, voire de se reconstruire face aux violences subies. **Hamidaah**, réfugiée ougandaise, et **Veronica** toutes deux membres actives des Dégommeuses, viennent témoigner de leur expérience au sein de l'équipe et des bienfaits du sport vis-à-vis de la lesbophobie.

Contact :www.lesdegommeuses.org - lesdegommeuses@gmail.com

Sarah Fernandez, présidente de l'association ARCAF

Sarah Fernandez est animatrice d'autodéfense pour femmes et adolescentes selon la méthode Riposte qui est enseignée en France et est issue du cours Action (Centre de prévention des agressions de Montreal, Québec - Canada). L'activité principale de l'association ARCA-F est d'organiser et animer des stages d'autodéfense Riposte pour les femmes et adolescentes. Leur approche de prévention est basée sur des principes féministes (favoriser, le choix, l'empowerment et la solidarité) et anti-oppression (outiller les groupes es plus vulnérables aux agressions, soit les femmes, les adolescentes, les femmes ayant une limitation fonctionnelle, les aînées, les lesbiennes, les femmes trans, les femmes migrantes...).

Contact : https://assoarcaf.wordpress.com **-** arca-f@riseup.net

Edith Maruéjouls, géographe du genre, directrice du Bureau d'études L'ARObE

Après 14 ans comme experte sur les questions d'égalité dans l'espace urbain, notamment sur les politiques jeunesses en lien avec celles de la politique de la ville, Edith Maruéjouls a créé un bureau d'études L'ARObE (**L'A**telier **R**echerche **Ob**servatoire **E**galité) qui accompagne la mise en œuvre des politiques publiques d'égalité intégrée. En octobre 2014, Elle a soutenu sa thèse en doctorat de géographie : « Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes. Pertinence d'un paradigme féministe ». Elle a depuis obtenu sa qualification de maîtresse de conférence. Elle est membre active de l'association Genre et Ville.

Edith Maruéjouls propose dans ses travaux d'analyser les phénomènes sociaux sous l'angle du genre. S'appuyant sur les études des féministes scientifiques, elle déconstruit la société française en mettant en lumière les stéréotypes sexués, le sexisme et les inégalités réelles qui en découlent. A ce jour elle a travaillé avec plus d'une dizaine de collectivités territoriales et analysé plus de 10 000 pratiques sportives de loisir des adolescent.e.s.

Contact : https://www.linkedin.com/in/edith-maruejouls-b9481540/ - L'ARObE larobe.be@gmail.com

Sabine Salmon, **présidente nationale de Femmes solidaires**

Sabine Salmon a engagé son mouvement dans l'éducation non sexiste et non violente à tous les niveaux de la société. Depuis plusieurs années, Femmes solidaires considère la pratique du sport par les filles comme un enjeu féministe et mène des campagnes de sensibilisation sur ce sujet dans les territoires.

Femmes solidaires est un mouvement féministe, laïque d'éducation populaire constitué de 190 associations locales en France implantées dans tous types de quartiers, en milieu urbain comme rural, soit un réseau de 10 000 femmes.

Contact : https://www.femmes-solidaires.org/

ANNEXE 2 : Article Véronique Lebar, Les sportifs ne parlent pas des agressions sexuelles

VÉRONIQUE LEBAR La présidente du Comité éthique et sport se confie

« Les sportifs ne parlent pas des agressions sexuelles »

Propos recueillis par William Pereira

Derrière la moue de l'ex-gymnaste McKayla Maroney se cachaient ces « choses inutiles et dégoûtantes », cette nuit « horrible »... La sportive américaine est la seule à s'être exprimée sur les agressions dont elle a été victime, depuis le début du scandale Weinstein. Pourtant, une enquête, coordonnée par le docteur en psychologie Anthony Mette en France, estime que le taux d'exposition général des athlètes aux violences sexuelles en milieu sportif est de 11,2 %, contre 6,6 % hors sphère sportive. Une tendance confirmée par la présidente du Comité éthique et sport, Véronique Lebar.

Sipa

Pour Véronique Lebar, « les propos des athlètes vont être étouffés ».

Depuis le début de l'affaire Weinstein, on se rend compte que rien ne sort dans le sport...

Ça ne se dit pas. Parce qu'il me semble que, dans le sport, il y a une omerta plus importante qu'ailleurs. Je viens juste de recevoir un mail qui m'a horrifiée, d'une jeune fille qui a été violée régulièrement, à l'âge de 15 ans, par son entraîneur. Elle est partie en Australie pour le fuir. Elle a 30 ans, et c'est la première fois qu'elle parle. Elle ne savait pas vers qui se tourner.

Quel regard ont les sportives et sportifs victimes sur le passage à la prise de parole ?

Les sportifs ressentent cette omerta. Ils se disent qu'il ne faut pas parler. Je pense que, quand ils sont toujours dans le milieu du sport, ils ont peur des retombées. Le discours des fédérations est qu'il ne faut pas jeter l'opprobre sur celles-ci. Donc les propos des athlètes vont être systématiquement étouffés, transformés. Sans parler de leur carrière sportive, qui va être bloquée.

On pourrait croire que les sportifs profiteraient de leur aura pour sortir de leur silence...

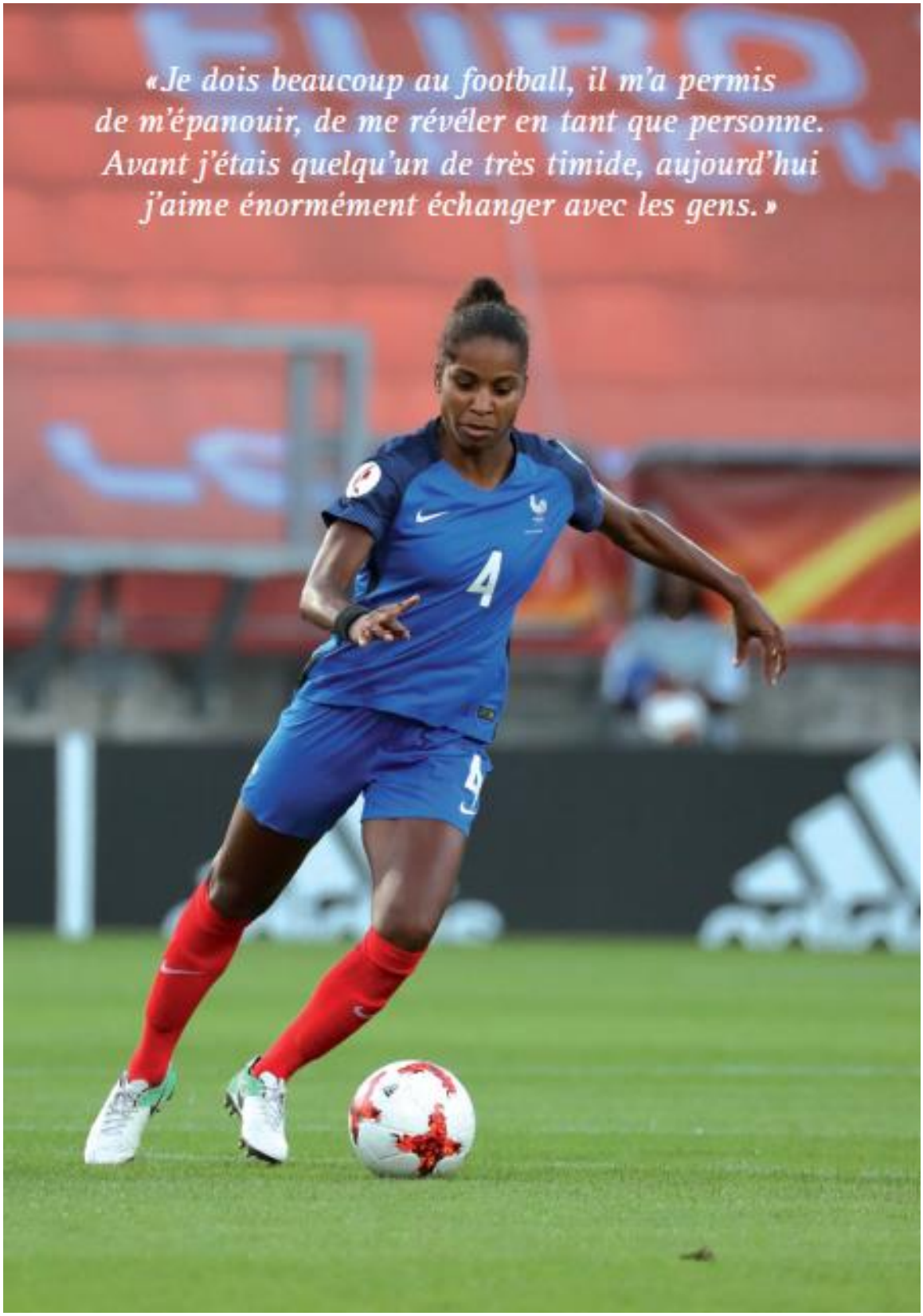
C'est tout le contraire. Même si ces sportifs sont connus, et je dirais même parce qu'ils sont connus, ils savent que la pression du monde sportif va être encore plus forte et violente contre eux, parce que leurs déclarations vont directement incriminer le monde du sport. En face, toutes les forces seront déployées pour faire taire ces victimes.

Les sportives et sportifs ont-ils toujours conscience d'être victimes d'abus, d'agressions ou de harcèlements sexuels ?

Il y a des rapports qui ont été établis à ce sujet, où, à la question « Est-ce que vous avez déjà subi des attouchements ? », 10 % des sportifs répondent : « Je ne sais pas. » C'est énorme. Soit ils ne veulent pas se poser la question, soit cela a à voir avec la proximité des corps, comme à la gym. Il n'y a pas assez d'interlocuteurs dans le milieu pour que les sportifs puissent parler.

Source : 20 minutes, édition du 20 novembre 2017.

ANNEXE 3 : Interview Laura Georges, Le sport permet de se libérer



« Le foot permet de se libérer »

Laura Georges, défenseure de l'équipe de France de foot

Joueuse au sommet de son art qui aura fait partie de cette sélection de l'équipe de France qui sort le foot féminin de l'ombre, Laura Georges vient d'intégrer le comité exécutif de la Fédération française de football. Au poste de secrétaire générale, elle encourage les féminines à ouvrir la voie aux nouvelles générations. Entretien.

Qui êtes-vous Laura Georges ?
J'ai débuté le football à l'âge de douze ans par passion. De fil en aiguille, j'ai eu des opportunités. Sélectionnée dans ma région, je suis entrée au centre de formation de Clairefontaine, à l'époque seul centre de formation pour les féminines. Puis j'ai intégré l'équipe de France, j'avais dix-sept ans. Ont suivi des compétitions, j'ai beaucoup voyagé et fait des études à l'étranger au Boston College avant d'intégrer l'Olympique lyonnais, club avec lequel j'ai gagné des titres. Aujourd'hui, en fin de carrière, je suis de retour au Paris-Saint-Germain, mon premier club. Je lui dois énormément.

Pratiquer ce sport a été important pour vous afin de vous affirmer en tant que femme ?
Le football est une passion, je n'ai jamais eu la volonté de prouver qu'une femme pouvait s'imposer dans un sport dit « masculin ». J'ai grandi avec des parents qui ne m'ont jamais montré que le football était seulement pour les garçons. Je n'ai pas subi de critiques disant *« ce n'est pas fait pour toi, tu n'y arriveras pas »*. Au contraire, mon entourage m'a accompagné. J'ai eu la chance d'avoir un papa qui assistait à l'ensemble de mes entraînements, qui venait à mes matchs. Il ne m'a jamais dit *« tu es une fille, je ne suis pas sûr que ce soit un sport pour toi »*. Ma mère ne m'a jamais dit qu'elle ne voulait pas voir sa fille faire du football. Chez moi, on trouvait ça bien que je puisse m'imposer auprès des garçons et que je veuille pratiquer ce sport. Et puis, j'ai imaginé que le football allait me permettre de poursuivre des études de haut niveau. J'ai eu la chance de rencontrer le Boston college à un moment où j'avais envie de vivre autre chose à l'étranger. C'est vrai, je me suis toujours dit que le football serait un plus. Il m'a aidé à avoir une bonne éducation avec un bachelor en communication, puis un master II à Lyon.

> « Chez moi, on trouvait ça bien que je puisse m'imposer auprès des garçons et que je veuille pratiquer ce sport »

Vous diriez que la pratique de ce sport a été un outil pour vous construire ?
On dit que le foot est une école de la vie, je l'ai vraiment senti comme ça. On apprend à gérer la pression, à connaître la concurrence, l'adversité et à vivre toutes ces émotions. Nous ne choisissons pas avec qui nous travaillons, nous avons des coéquipières qui ont une autre éducation ou des entraîneurs qui ont des façons de manager très différentes... Le football apprend à s'adapter à tout. J'ai aussi appris sur moi. J'ai grandi en tant que personne. Je dois beaucoup au football, il m'a permis de m'épanouir, de me révéler en tant que personne. Avant j'étais quelqu'un de très timide, aujourd'hui j'aime énormément échanger avec les gens.

Le foot c'est avant tout l'éducation populaire et sportive ?
Le sport n'est pas juste un amusement. Les gens ne voient pas cela, mais le sport permet de grandir, de prendre confiance en soi. Une étude lancée par l'UEFA montre qu'une majorité de footballeuses ont beaucoup plus confiance en elles depuis qu'elles pratiquent le football. Aujourd'hui, l'UEFA veut que le football soit le sport numéro 1 chez les filles en Europe. Pour une fille, avoir confiance en soi, être bien dans son corps est fondamental.

Depuis que le foot féminin passe à la télé, y a-t-il une augmentation de licenciées au foot ?
Oui, mais cela s'accompagne d'un travail de la FFF auprès des clubs pour accueillir des joueuses, avoir des cadres féminins dans les clubs, les ligues, les districts. Tout doit concorder. Il y a vraiment une politique menée par la Fédération pour accueillir beaucoup plus de filles dans les clubs. Avec la médiatisation, les filles s'orientent plus facilement vers le foot.

Pensez-vous qu'aujourd'hui il y a des petites filles qui rêvent de devenir Laura Georges, Wendie Renard ou Camille Abily ?
Oui, je le pense, je sais qu'il y a des filles fans de mes coéquipières de l'équipe de France. J'ai aussi des fans qui me suivent, qui suivent mon actualité et me demandent des conseils. Aujourd'hui, les filles ont des références dans le football féminin, elles ont aussi des références chez les garçons, mais beaucoup ont comme repère les joueuses de l'équipe de France féminine, des joueuses internationales féminines. La visibilité du foot féminin est plus importante. Je me souviens de la campagne lancée par Femmes solidaires pour plus de sport féminin à la télé. Et bien, on y est, tous nos matchs de l'Euro féminin sont suite p. 6 >>

Source : Clara Magazine, Edition de septembre/octobre 2017

© Antonio Meza / FFF

Camille Abily et Laura Georges à l'entraînement des Bleues.

suite de la p. 5 >> passés sur FranceTV, une chaîne publique. On n'y croyait pas !

Le président de la FFF vous a proposé d'être sur sa liste et d'avoir ce poste de secrétaire générale, que s'est-il passé dans votre tête, pourquoi avoir accepté ce poste à responsabilités ?

Le président m'a contactée pour échanger et il m'a dit : *« Laura, je vous connais, vous êtes quelqu'un d'impliqué, vous n'avez pas peur de donner votre point de vue, j'aimerais que vous soyiez dans mon comité exécutif pour apporter un changement, nous avons besoin de votre regard. »* J'ai réfléchi car je ne voulais pas arrêter le foot, je suis encore en activité. J'en ai parlé à mon conjoint. Je me suis dit : j'ai toujours été dans le football, depuis toute jeune, j'ai travaillé sur des mémoires sur l'évolution du football féminin dans les médias, j'ai saisi toutes les occasions pour parler du football féminin. Cette proposition pouvait être une suite logique. Mon but n'était pas d'aller dans une fonction pour le pouvoir, mais d'apporter mon regard sur le foot et si cela peut inspirer d'autres femmes, alors tant mieux. J'ai donc accepté ce poste de secrétaire générale de la FFF. C'est un signe fort pour dire aussi aux femmes qu'elles peuvent investir les postes de dirigeantes. Nous sommes trois femmes à être au Comex[1] : Brigitte Henriquès, vice-présidente, Pauline Gamerre qui est directrice générale du Red-Star et moi-même. Florence Hardouin est également la directrice générale de la Fédération.

> « Je suis porte-parole pour la pratique du sport au féminin car je sais ce que le sport peut apporter dans la vie »

Quels sont les dossiers sur lesquels vous allez travailler en priorité ?

Comme je suis encore active, mon dossier prioritaire est l'arbitrage féminin. Il y a beaucoup d'évolution avec les joueuses, les clubs font un bon boulot pour développer leurs activités, les dirigeants commencent à bien prendre les choses en main, mais l'arbitrage féminin est encore en retrait. On a donc envie d'amener beaucoup plus de jeunes filles ou d'anciennes joueuses vers l'arbitrage. J'aimerais que nous ayons plus de femmes arbitres au plus haut niveau. Actuellement, nous avons trois internationales. Par exemple, nous avons Stéphanie Frappart qui est arbitre centrale en Ligue 2 ! Les femmes aussi peuvent prétendre à l'arbitrage de haut niveau avec une bonne préparation physique et une bonne connaissance du jeu. D'autres dossiers me tiennent à cœur mais je ne pourrai les aborder que lorsque j'aurai arrêté ma carrière de joueuse.

Est-ce que vous vous sentez militante du sport féminin ?

Je suis passionnée par le sport. Oui, je suis porte-parole pour la pratique du sport au féminin car je sais ce que le sport peut apporter dans la vie. Il faut encourager les filles à faire du sport. Le sport permet de se libérer, de s'ouvrir. Je fais partie de ces femmes, de ces sportives qui veulent apporter leur soutien au sport féminin.

Comment voyez-vous le foot féminin de demain ?

J'espère que les clubs vont continuer à investir dans la pratique du football féminin, qu'il y aura davantage de clubs proposant des conditions professionnelles à leurs joueuses comme au PSG ou à l'OL où l'ensemble du groupe professionnel dispose de contrats. Dans d'autres clubs, il n'y a seulement que deux ou trois joueuses qui ont des contrats professionnels. La plupart des filles en club étudient ou travaillent à côté de leur pratique du football. J'aimerais vraiment que, dans nos championnats, les filles aient toutes de meilleures conditions pour s'entraîner et s'adonner au football, et ainsi être plus performantes.

Et vos prochains rendez-vous ?

Les prochains grands rendez-vous : en 2018, il y aura la Coupe du monde féminine des U20[2] en Bretagne, l'été prochain. Puis, en 2019, la Coupe du monde féminine de football... De très grands évènements !

Laura, comment aimeriez- vous que l'on se souvienne de vous dans vingt ans ?

J'aimerais que l'on dise de moi que j'étais juste quelqu'un de bien. C'est le plus important.

Vous écoutez quoi comme musique en ce moment ?

J'écoute de tout, j'écoute beaucoup d'artistes et, en ce moment, beaucoup de musique anglophone, d'afrobeat.

Propos recueillis par **Sabine Salmon**

1. Comité exécutif de la Fédération française de football.
2. Féminines de moins de vingt ans.

Mars 2018

Observatoire parisien des violences faites aux femmes
Service égalité intégration inclusion (SEII)
Direction de la Démocratie, des Citoyen·ne·s et des Territoires (DDCT)
Mairie de Paris
4 rue de Lobau - 75004 Paris –
Tél. : 01 42 76 45 02